

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle publiée par le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

NUMÉRO 10

JUILLET 1938

PRIX : 2 Francs 50

SOMMAIRE

La grève générale de juin 1936 (Clart). — « Il faut apprendre à penser » (L. Trotsky). — Les prêtres de la demi-vérité (L. Trotsky). — Critique économique : Dette et revenu national (P. Naville). — Dans

l'Internationale : a) Chine — lettre de Chine; b) Calomnies stalinienne en Argentine; c) Lettre d'U.R.S.S. — Les livres.

Un anniversaire et une leçon

La grève générale de Juin 1936

L'anniversaire de la grande vague de grèves avec occupation qui a ébranlé le régime capitaliste en juin 36, est passé presque inaperçu dans la presse ouvrière. Les dirigeants réformistes et stalinistes d'union sacrée, se sont surtout soigneusement gardés de rappeler les faits concrets eux-mêmes, de peur que leur évocation ne stimule à nouveau les ouvriers dans la voie de l'action directe « comme en juin 36 ».

Cette tâche pourtant élémentaire d'une simple et honnête chronique de la lutte de classe, échoit donc entièrement à la IV^e Internationale.

Rappelons donc les principaux événements de la grande vague de juin 36, ainsi que les enseignements qui en découlent pour le prolétariat révolutionnaire.

Le déclenchement de la lutte

Les premières grèves sur le tas eurent lieu en mai 1936. Le 8 mai, les trente ouvriers de la fabrique de la Société Générale de Fonderies de Saint-Michel dans l'Alsace, occupent... et remportent une victoire après 5 jours. Silence dans la presse ouvrière.

Les 11 et 12 mai, occupation des entreprises d'aviation Bréguet au Havre, et le 13 mai de l'usine d'avia-

tion Latécoère à Toulouse. Quelques mots dans le *Populaire* et dans l'*Humanité*, mais sans noter le caractère original de l'action gréviste. Dans les informations des jours suivants, on remarque que c'est surtout l'*Humanité* qui s'obstine, en escamotant un article de Croizat publié par le *Popu* et le *Peuple* le 15 mai, à camoufler la forme d'occupation adoptée par la lutte ouvrière. Ces grèves avec occupation, se terminèrent par la victoire des ouvriers qui obtiennent la réintégration des syndiqués licenciés. A noter que dans le compromis de Latécoère, les ouvriers imposèrent la reconnaissance des délégués d'atelier.

Le 15 mai, à Courbevoie (Seine), dans l'usine d'aviation Bloch, 700 ouvriers occupent, pour une faible augmentation de salaires. La population de Courbevoie vient en aide aux grévistes.

Révolution, organe des bolcheviks-léninistes (futur P.O.I.) et des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, consacre un numéro spécial à cette nouvelle forme de lutte et en préconise la généralisation.

Peu à peu le mouvement revendicatif, prenant la forme de l'occupation, fait tache d'huile : chez Liérot

à Villacoublay, dans la Compagnie française des Rafinerie, près du Havre.

Le 24 mai, à l'occasion de la Manifestation du Mur, les bolcheviks-léninistes et les J.S.R., invitent les 600.000 ouvriers qui défilèrent à combattre comme chez Bloch et mettent en avant les mots d'ordre de la grève générale pour les revendications immédiates (contrat collectif, augmentation des salaires) et pour le contrôle ouvrier. Ils sont impitoyablement matraqués par le service d'ordre staliniste, sous l'œil complice du futur président du conseil, Léon Blum.

Les jours suivants, les ouvriers entrent dans les boîtes en pourparlers avec leurs directions pour des augmentations de salaires, et pour la reconnaissance du droit syndical. Les 26, 27, 28 mai, le mouvement d'occupation de masse prend un vaste essor dans la région parisienne, et partiellement en province.

Le mardi 26 mai, grève sur le tas aux établissements Amiot, à Villacoublay, chez Santter-Harié, chez Hotchkiss à Levallois-Perret, à l'atelier 221 chez Renault, chez Nieuport, à Issy, chez Lavalette, à Saint-Ouen.

Le 27 mai, extension du mouvement à Hotchkiss à Clichy et à Gennevilliers, à l'atelier d'engrenage Citroën, puis à toutes les Usines Citroën les jours suivants; à Boulogne, chez Farmann, en province, à Toulouse, chez Dewoitine.

Ce jour-là, on note que la C.G.T. se tait complètement sur le mouvement.

Le 28 mai, bond prodigieux, avec l'entrée en lutte de Renault. Toute la métallurgie parisienne, 250.000 ouvriers, est ainsi projetée dans l'occupation de masse généralisée, dans les jours suivants.

Effrayé par l'ampleur de la vague, le patronat est contraint de promettre d'examiner avec les délégués de la C.G.T., les bases d'une convention collective pour la Métallurgie, à la condition d'une évacuation immédiate. La C.G.T. conseille cette évacuation.

Le 29 mai, la Commission Exécutive du Syndicat des Métallurgistes propose à chaque usine d'envoyer des délégués aux patrons pour « discuter des conditions de la reprise ». Ce jour-là, près de 50 usines métallurgiques entrent en grève; 65.000 grévistes dit le Peuple. Le 29 mai au soir, un compromis est signé chez Renault, qui reprendra le travail le 2 juin: augmentation des salaires, un jour de grève payé. Cependant extension des occupations à Marseille (ateliers Coder), Orléans, Toulouse, et dans l'Alsace (Papeteries d'Alencourt et textile), ainsi qu'à Paris (Blanchisserie d'Issy-les-Moulineaux).

Pendant les fêtes de la Pentecôte (31 mai, 1^{er} juin), le communiqué patronal constate: « Il est permis de penser que les ouvriers qui sont en grève, abandonneront cette attitude dans le courant de l'après-midi » (dimanche 31 mai). Les pourparlers concernant les contrats collectifs sont engagés. Le Syndicat ouvrier insiste pour l'évacuation et la reprise du travail. « Notre union syndicale fait appel aux délégués des usines encore en grève pour qu'ils se mettent dès ce matin en rapport avec leurs directions respectives pour trouver une manière d'entente sur leurs revendications particulières en litige et permettre ainsi la reprise normale du travail » (Peuple, 2 juin 26).

La réponse (si l'on peut dire) fut l'occupation de 51 nouvelles usines, le 2 juin au matin, son extension dans l'après-midi jusqu'à 130 usines, tandis que l'Union départementale dément catégoriquement « les bruits de grève générale » (Peuple, 3 juin).

Le Peuple du même jour proteste contre les séquestrations de directeurs d'usines par les ouvriers, avant même que le patronat ne s'en émeuve. Ce dernier se borne à protester, dans les débats, contre le déclen-

chement du mouvement par des « interventions extérieures ». Les séquestrations arbitraires n'étaient pas parvenues à sa connaissance.

Le mercredi 3 juin, le mouvement est général, pour la métallurgie, le bâtiment, l'alimentation, les produits chimiques, les arts graphiques, l'habillement. La vague se gonflait et montait d'heure en heure.

Le 4 juin le patronat rompit tous pourparlers et exige d'abord « le retour au calme », avant de reprendre la discussion sur les contrats collectifs. A nouveau, Renault riposte et reprend la lutte. La presse bourgeoise déclenche une campagne de panique concernant le ravitaillement de Paris, et les transports.

Le 5 juin, occupation des grands magasins parisiens. La C.G.P.F. exige de Blum, nouvellement arrivé, l'évacuation immédiate des entreprises, au nom de la légalité. L'Union des syndicats patronaux proteste contre ce « mouvement révolutionnaire ». Les filateurs de Lille, Roubaix, exigent l'évacuation et déclarent tenir gouvernement et communes pour responsables des déprédations à leur propriété.

Le 5 juin, le gouvernement Blum intervient, promet les 40 heures, les conventions collectives, les congés payés: « Le gouvernement demande donc aux travailleurs de s'en remettre à la loi, pour celles de leurs revendications qui doivent être réglées par la loi, de poursuivre les autres dans le calme, la dignité, la discipline. »

Le 6 juin, nouveau bond du mouvement, nouvelle extension foudroyante, particulièrement en province, dans le Nord où 300.000 ouvriers entrent en lutte. Les mineurs annoncent la grève générale pour le 8 juin. Devant ce déferlement de forces on constate dans les sommets de la bourgeoisie, des tendances conciliatrices. Le Cardinal Verdier demande qu'on se mette « courageusement et sans retard à la constitution de cet ordre nouveau que tous appellent », et « l'Humanité » du 7 juin se félicite de cet appel qui « n'est pas si éloigné de celui que notre parti avait fait en tendant la main aux travailleurs catholiques ».

Le 6 juin, à la Chambre, grande attaque contre les ouvriers, menée, en particulier par M. Paul Reynaud, au nom de la légalité. Blum constate que cette « installation des ouvriers dans l'usine, y restant même après la cessation du travail » n'était pas conforme « aux règles de la loi civile française », mais s'avoua impuissant à faire évacuer les usines, ainsi que tout le monde d'ailleurs.

Le dimanche 8 juin eut lieu, à l'Hôtel Matignon, la Conférence entre les délégués de la C.G.P.F. et ceux de la C.G.T. (Jouhaux, Belin, Frachon) qui se termina dans la nuit par « l'Accord Matignon ». On se souvient de l'essentiel de cet accord: 1) reconnaissance du contrat collectif; 2) reconnaissance du droit syndical; 3) reconnaissance des délégués ouvriers; 4) augmentation des salaires par l'arbitrage du Président du Conseil (15 à 7%). Le patronat, en acceptant les propositions du gouvernement, a fait les « réserves les plus expresses », et s'élève contre la création d'une situation « dangereuse et fautive ». (« Journée Industrielle » du 9 juin). C'est « la route au fascisme », écrit le même organe. Et le « Temps » ajoute: « Fascisme économique ». Le fascisme se prépare sous le masque de l'antifascisme.

Après l'accord Matignon, le mouvement évolue encore dans le sens de l'extension, dans tout le pays, au point que constatant la vanité de ses exhortations pour la reprise du travail sur la base des déclarations gouvernementales et des votes parlementaires, le Comité Fédéral des Métaux « constatant l'élargissement du mouvement dans l'ensemble du pays, décide, devant

cette situation de prendre toutes ses responsabilités et de coordonner les grèves pour leur donner le maximum d'efficacité et de discipline » (« Peuple », 8 juin). Le 8 juin, grève générale du Bâtiment. Le même jour, grève générale des mineurs du Nord, avec occupation des fosses et usines. A Lens, le député-maire, le vieux réformiste Maës qui préconise la reprise du travail, est conspué. On passe outre à ses sollicitations officielles.

Le 9 juin, les délégués grévistes de la métallurgie repoussent les propositions de reprise du travail des représentants du Syndicat, sur la base de l'Accord Matignon. Le 10 juin l'assemblée des délégués vota même une résolution ainsi conçue dans l'essentiel: « Le contrat collectif devrait être signé avant le 12 juin. Sinon, « que les usines travaillant pour la guerre et pour l'Etat soient nationalisées, leur fonctionnement étant assuré par le personnel technique et ouvrier, sous le contrôle des ministres intéressés. » (« Peuple », 11 juin 1936).

Ainsi, la volonté révolutionnaire de gestion directe des entreprises par les ouvriers était amalgamée à la Défense nationale, et à la confiance naïve dans le gouvernement. Cette résolution — notons le en passant — constitue comme une synthèse de l'état d'esprit « juin 36 ». La grève était devenue générale dans la métallurgie parisienne. Le 10 juin, l'opinion bourgeoise fut particulièrement effrayée, par le développement de la grève générale des hôtels, cafés, restaurants.

Le 11 juin, la région parisienne est aux mains des ouvriers, des employés, des techniciens, de toutes les branches et corporations. Des cortèges parcourent les rues, drapeau rouge en tête. Les premiers grondements de la révolution se font entendre.

C'est d'ailleurs précisément pourquoi, ce jour-là, dans l'assemblée des communistes, Thorez met l'influence de masse du Parti « communiste » au service de la bourgeoisie et du gouvernement et lance son fameux « il faut savoir terminer une grève, dès l'instant où les revendications essentielles ont été obtenues. Il faut savoir même consentir aux compromis afin de ne perdre aucune force et notamment ne pas faciliter les campagnes d'effolement et de panique de la réaction. » (« Humanité » du 12 juin). Le rapport de Thorez souligne que: « Tout n'est pas possible et que le mot d'ordre capital du parti reste: Tout pour le Front Populaire. Tout par le Front Populaire ». La veille, le ministre de l'Intérieur Salengro s'était élevé contre « les éléments étrangers au mouvement syndical et contre tous ceux qui, de droite ou de gauche, tentent d'aggraver ou de prolonger les difficultés présentes ».

Les organisations officielles, P.C., P.S., C.G.T. ayant déployé toutes les forces pour arrêter le mouvement, et ayant déclenché la lutte contre l'avant-garde, le mouvement déclina à partir du 15 juin, avec cependant telle ou telle poussée en province, non dénuée d'une grande signification, quant à l'orientation profonde du mouvement lui-même. C'est ainsi que la Lutte Ouvrière, dans son numéro 3, met en relief l'exemple de l'usine Delespaul-Havez à Lille, où les ouvriers, au nombre de 650, ont fait fonctionner eux-mêmes l'entreprise, et fabriqué du chocolat; ils fabriquèrent même du pain et envoyèrent cette note ironique au patron, avec deux échantillons de leur fabrication: « Nous regrettons, disaient-ils, pour l'instant de ne pouvoir vous donner un secours en espèces, mais cela viendra par la suite. »

Même exemple à l'usine Demarq à Fives, où les ouvriers vendirent le pain d'épices.

Nous avons vu au cours du rappel des principaux faits, en quel consiste le rôle des dirigeants du Front Populaire: à freiner le mouvement ou, dans certains cas, à en prendre la tête pour mieux le torpiller; le Parti « communiste », à cause de son influence ouvrière jouant dans ce dernier cas, le principal rôle, avec sa fraction dans la C.G.T. (Métaux, Bâtiment, etc...).

Rappelons, maintenant, quel fut la politique de l'avant-garde: le Parti Ouvrier Internationaliste (les bolcheviks-léninistes) et les Jeunesses socialistes révolutionnaires.

Révolution, l'organe commun aux deux, avant la constitution du P.O.I., donne dans ses appels comme ligne politique: généralisation de l'occupation de masse pour les revendications immédiates (40 h., échelle mobile, contrats collectifs, droits des délégués, etc...), pour le contrôle ouvrier, organisation du mouvement par les comités et les Congrès de comités, son extension en direction du pouvoir aux comités d'ouvriers, paysans, soldats.

Le n° 1 de la Lutte Ouvrière avait pour titres principaux: « Dans l'usine et la rue, le pouvoir aux ouvriers! », « Blum, Jouhaux, Duchemin tombent d'accord, mais les travailleurs poursuivent la lutte. Pas de comités de grève aux comités d'usine permanents. Contre l'offensive des exploités et des mercantis! Aidez les paysans et les soldats à créer des comités de casernes et des conseils paysans. Formez vos milices ouvrières. En avant, pour un puissant congrès des Comités. » Le titre de l'éditorial était « Préparons l'offensive pour le pouvoir ». Rappelons également les articles de Léon Trotsky de l'époque: « L'étape décisive. — La révolution française a commencé. — Les Soviets partout? Oui. Et d'abord en France. »

Par ses journaux d'usine, et la mobilisation de ses militants notre organisation fit les efforts les plus méritoires pour conformer son activité pratique à ces mots d'ordre.

Il est évident que ces mots d'ordre exprimaient dans le langage clair de l'avant-garde révolutionnaire la volonté confuse, inconsciente des travailleurs, du point de vue politique, mais néanmoins manifestée énergiquement par l'action profondément révolutionnaire d'occupation généralisée de la propriété capitaliste et de la rue, en particulier entre le 10 et le 15 juin. Il s'agissait de la volonté de faire la révolution. Oui, la révolution était possible, oui, les masses la voulaient, et le P.O.I. ne s'est pas borné à l'affirmer dans une Tribune comme la Gauche Révolutionnaire qui collaborait dans le même temps avec le gouvernement qui avait pour mission de l'empêcher. Le P.O.I. a lancé toutes ses forces dans l'action, pour tenter d'orienter les masses vers cette révolution qu'elles voulaient, pour rendre claire la voie, le but, les moyens. Mais sa faiblesse numérique ne lui a pas permis de faire contrepois aux formidables appareils de trahison qui se nomment: P.S., P.C., C.G.T., Front Populaire.

Ainsi s'expliquent pourquoi le n° 1 de la Lutte Ouvrière, ainsi que le n° 2 furent saisis, et pourquoi nous fumes inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat capitaliste par « le Front Populaire ».

Mais à peine la vague de grève était-elle brisée, que la Lutte Ouvrière se préoccupait de préparer l'avant-garde pour la nouvelle étape: contre-offensive patronale, époque de recul du mouvement ouvrier par

suite des capitulations des directions officielles ; période de la contre-pression, du reflux suivant le flux de juin ; situation où le souvenir de la semi-victoire de juin par l'action directe, combinée aux coups de l'ennemi pour arracher les conquêtes acquises, poussera une partie de la classe ouvrière, dans l'action spontanée, malgré et contre sa propre direction. Et en conséquence de cette perspective le P.O.I. décidait de développer la politique qui n'a cessé d'être la sienne : politique d'unification des luttes ; politique du renforcement du Front prolétarien en place du Front de collaboration des classes, politique de construction patiente des cadres de l'avant-garde pour réaliser la soudure entre le parti révolutionnaire en formation dans la lutte et les combattants nés de juin.

Mais revenons-en aux journées de juin elles-mêmes, à leur caractère, à leur enseignement.

Sur ce point, le projet de programme de la IV^e Internationale s'exprime de la manière suivante :

« Les grèves avec occupation ne sont pas encore la prise des usines à la manière italienne ; mais c'est un pas décisif dans cette voie. La crise actuelle peut exacerber extrêmement la marche de la lutte des classes et précipiter le dénouement. Il ne faut, cependant pas croire qu'une situation révolutionnaire surgit tout d'un coup. En réalité, son approche sera marquée par toute une série de convulsions. La vague de grèves avec occupation d'usines, en est précisément une. La tâche des sections de la Quatrième Internationale est d'aider l'avant-garde prolétarienne à comprendre le caractère général et les rythmes de notre époque et de féconder à temps la lutte des masses par des mots d'ordre de plus en plus résolus et par des mesures organisationnelles de combat. »

Le premier caractère de l'occupation de masse à la manière de juin 36, consiste en une main-mise temporaire sur l'appareil de production capitaliste, par les masses ouvrières ; donc en un acte profondément révolutionnaire. Les ouvriers arrêtent le travail (— font grève —) et restent « sur le tas ». Les américains ont trouvé le mot imagé de « sit down strikes », grèves « assises ». Les exploités, en juin 36 et dans les occupations suivantes organisèrent eux-mêmes, l'ordre à l'intérieur de l'usine, ainsi que le ravitaillement. Ils imposèrent des règles au haut personnel et à la Direction. Dans les cas d'urgence, sanitaire, ou de première nécessité, ils assurèrent même dans « l'intérêt public », une certaine distribution des produits (lait, essence, sucre). Ainsi, des milliers et des milliers d'exploités prirent conscience très rapidement qu'ils pouvaient être les maîtres dans leur usine, et cette conscience de la masse, dépassant le cadre des revendications immédiates, donnait à l'occupation dans son ensemble, son caractère profondément révolutionnaire.

Dans les occupations qui ont suivi juin 36, nous notons les mêmes caractères généraux avec quelques différences : la joie, la plénitude, la confiance de juin, du Front Populaire, ont fait place à une certaine désaffection, produit des capitulations ; laquelle était combinée en présence des provocations de l'ennemi (menace de la police ou des fascistes) à une résolution farouche de résister jusqu'au bout s'il le faut, y compris les armes à la main (grève de Goodrich où les ouvriers s'organisèrent pour la riposte armée contre la police Chautemps-Blum ainsi que le montra un numéro spécial de la *Lutte Ouvrière*).

Mais les occupations de juin 36, avons-nous dit, ne sont pas la prise des usines à l'italienne. Les ouvriers italiens en 1920, prirent effectivement les usines, et assurèrent la production en concours avec les techniciens. L'exemple le plus célèbre est celui du Soviet

d'usine des Usines Fiat. Le délégué du Parti Communiste Italien, Tasca, au Congrès du Parti Communiste français, exprimait ainsi les côtés fort et faible de l'expérience italienne (*Bulletin Communiste* du 4 mai 1922, n° 19) : « Nous avons dû reconnaître sur cette question qu'il n'était pas possible de faire sérieusement du contrôle ouvrier sans préparer en même temps tous les militants communistes à comprendre que si l'on commence par le contrôle ouvrier, cette action ne peut aboutir qu'à la lutte pour le pouvoir ouvrier dans l'usine. » L'expérience italienne est donc une expérience grandiose de contrôle ouvrier sur la production, mais qui démontre en même temps qu'il ne s'agit pas seulement pour les ouvriers de prendre les usines, même en s'armant, mais qu'il faut un parti communiste qui oriente toute la lutte vers le pouvoir, vers la conquête de l'appareil d'Etat. S'arrêter à mi-chemin, soit par la faiblesse du Parti révolutionnaire, soit parce que ce dernier a entendu limiter, arrêter, à une étape intermédiaire de contrôle, l'action des ouvriers, n'aboutit qu'à déchaîner la réaction de la classe adverse que l'on a laissée en possession de l'appareil d'Etat.

La leçon à tirer de l'expérience de juin 36, et de l'expérience italienne, est que le mot d'ordre d'occupation de masse généralisée reste la formule de lutte à propager vigoureusement par le parti révolutionnaire, d'autant plus qu'elle fut à l'origine dictée aux ouvriers par la volonté d'empêcher l'utilisation des jaunes pendant la grève. La croissance du chômage ne fait que donner à ce moyen de lutte, une plus grande actualité.

Cependant, il faut voir que l'attente passive (« sit down », assise...) dans l'usine, n'est pas une forme de lutte correspondante à toute la crise du système économique. Il s'agit des heures de travail, il s'agit des droits des syndiqués, des délégués, de l'embauche et de la débauche, en un mot de toute la production. Et même quand il ne s'agit que d'une augmentation de salaires, tout le problème des prix de revient, du marché, de la production elle-même, se trouve également posé.

Il faut, comme premier objectif, orienter la lutte pour les revendications (échelle mobile des salaires, 40 heures, etc...), vers l'objectif concret du contrôle ouvrier de la production, à la manière italienne, dans ce qu'elle avait de positif. Les ouvriers doivent assurer la production, avec les techniciens et se rendre compte concrètement du mécanisme de cette production : matériel, transports, comptabilité, bénéfices, achats, ventes, appointements du haut personnel. Nous avons vu qu'à Lille, en particulier, certaines expériences partielles avaient été faites, mais n'avaient qu'un caractère fragmentaire, à l'encontre de l'expérience italienne.

Mais, et c'est la leçon que nous tirons, de l'expérience italienne, il ne s'agit pas dans la lutte de fixer un objectif limité aux ouvriers. « Prenez les usines ! et faites-les marcher ». Le Parti révolutionnaire lie indissolublement au mot d'ordre du contrôle ouvrier, le mot d'ordre de la préparation de la prise du pouvoir, par les Comités ouvriers, paysans, soldats. Il évite par une interprétation schématique à la manière syndicalo-anarchiste, des mots d'ordre « Prenez les usines ! Faites-les marcher ! » de laisser croire qu'il s'agira de réaliser une sorte d'étape intermédiaire ; au contraire, il montre que si le prolétariat révolutionnaire, avec son parti d'avant-garde, n'enchaînent pas immédiatement la lutte vers le pouvoir total (dans l'usine et hors l'usine) alors l'arrêt à l'étape ne fait

que donner le temps à la réaction de préparer l'offensive vers les usines.

Les ouvriers catalans se sont emparés des usines, mais il ne les ont pas gardées, parce que la bourgeoisie et la direction stalin-réformiste, sous la caution de leurs leaders anarcho-syndicalistes et poumistes avait conservé le pouvoir (les philosophes anarchistes professaient ; la possession des usines est l'essentiel, laissons le pouvoir aux politiciens).

Lier les revendications immédiates au mot d'ordre de contrôle ouvrier, lier les mots d'ordre de contrôle ouvrier et de Comités ouvriers, paysans, soldats ; par le contrôle ouvrier vers la prise du pouvoir, telle est la leçon de l'expérience de juin 1936.

Concernant l'orientation et la direction de la lutte, l'expérience de juin 36 montre toute sa faiblesse. Orienter et diriger consista pour la direction officielle à canaliser dans la légalité bourgeoise, à capituler et à freiner. Juin 36 fut un mouvement révolutionnaire mais dirigé par une direction contre-révolutionnaire.

Cependant, dans les usines sont nés de nouveaux chefs ouvriers qui ont pris conscience des possibilités révolutionnaires de la situation, mais ont cru les interpréter en adhérant au Parti Communiste, à cause de son passé révolutionnaire et de la tradition d'octobre. Le souvenir de juin 36, vit dans l'esprit et le sang des ouvriers, à la manière d'une révolution possible

et manquée... faute d'avoir poussé l'action directe jusqu'au bout. C'est pourquoi, quand notre parti, pour galvaniser la volonté d'action directe, proclame « comme en juin 36, à l'action ! », il a absolument raison en ce sens qu'il fait appel à la mémoire révolutionnaire des ouvriers. Mais il aurait tort de se livrer à une sorte de démagogie théâtrale de « juin 36 », à la manière du P.S.O.P., et il doit précisément ajouter tout en précisant l'action directe, ce qui manquait à juin 36 : une direction, une orientation révolutionnaire. Il est normal que sur ce point décisif, le programme du P.S.O.P. ne contienne que confusion et impuissance, puisqu'en juin 36, ses auteurs estimaient bon (et estiment encore bon !) tout en proclamant en pleine euphorie « tout est possible ! » (il ne s'agit pas d'un mot d'ordre, mais d'une sorte de griserie !), de collaborer au gouvernement qui avait pour tâche, non de donner le pouvoir aux ouvriers, mais de le conserver pour la bourgeoisie.

Il est normal que le programme de la IV^e Internationale indique concrètement la voie révolutionnaire, puisque le P.O.I. a eu en juin 36, apprécier justement la situation et tracer une politique de combat. C'est sur ce programme que se réalisera la fusion entre les cadres révolutionnaires nés dans les usines de juin 36, et l'organisation de la IV^e Internationale.

30 juin 1938.

CLART.

IL FAUT APPRENDRE A PENSER

Conseil amical à l'adresse de certains ultra-gauches

Certains professionnels de la phrase ultra-gauche essaient de « corriger » à tous prix les thèses du Secrétariat International de la Quatrième Internationale sur la guerre, en accord avec leurs préjugés invétérés. Ils soumettent à une attaque toute particulière le passage des thèses où il est dit qu'en restant dans tous les pays impérialistes en opposition irréductible envers son gouvernement durant la guerre, le parti révolutionnaire conformera cependant sa politique pratique dans chaque pays à la situation intérieure et aux groupements internationaux, en distinguant strictement d'ailleurs un Etat ouvrier, d'un Etat bourgeois, un pays colonial d'un pays impérialiste.

« Le prolétariat d'un pays impérialiste se trouvant en alliance avec l'U.R.S.S. (1) — disent les thèses —

(1) Nous pouvons laisser ici de côté la question du caractère de classe de l'U.R.S.S. Ce qui nous intéresse, c'est la question de la politique à avoir envers un Etat ouvrier en général ou un pays colonial qui lutte pour son indépendance. En ce qui concerne la nature de classe de l'U.R.S.S., nous pouvons recommander en passant aux ultra-gauches de se regarder dans le miroir du livre de A. Ciliga, « Au pays du grand mensonge ». L'auteur, ultra-gauche, complètement dépourvu de formation marxiste, a poussé sa pensée jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'abstraction libérale-anarchiste.

maintient entièrement et complètement son hostilité irréductible envers le gouvernement impérialiste de son propre pays. En ce sens, il n'y a pas de différence avec la politique du prolétariat d'un pays en guerre contre l'U.R.S.S. Mais dans le caractère des actions pratiques, il peut se trouver des différences considérables provoquées par la situation concrète de la guerre. » (Paragraphe 44.)

Les ultra-gauches considèrent que cette affirmation, dont la justesse a été démontrée par toute la marche du développement, est le point de départ du social-patriotisme (2). L'attitude envers les gouvernements impérialistes devant être la « même » dans tous les pays, ces stratèges interdisent de voir quelques différences que ce soit hors des frontières de leur propre pays impérialiste. Le fond théorique de leur erreur est de tenter de poser pour leur politique durant la guerre des bases principiellement différentes de celles posées par leur politique en temps de paix.

Admettons que dans une colonie française, l'Algérie, surgisse demain un soulèvement sous le dra-

(2) Mlle Simonne Weill écrit même que notre position est celle de Plekhanov dans les années 1914-1915. S. Weill a assurément le droit de ne rien comprendre. Mais il ne faudrait tout de même pas abuser de ce droit.

peu de l'indépendance nationale et que le gouvernement italien, poussé par ses intérêts impérialistes, se dispose à envoyer des armes aux rebelles. Quelle devrait être en ce cas l'attitude des ouvriers italiens ? Je prends intentionnellement l'exemple d'un soulèvement contre un impérialisme démocratique et d'une intervention en faveur des rebelles de la part d'un impérialisme fasciste. Les ouvriers italiens doivent-ils s'opposer à l'envoi de bateaux chargés d'armes pour les algériens ? Que quelque ultra-gauche ose répondre affirmativement à cette question ! Tout révolutionnaire, en commun avec les ouvriers italiens et les rebelles algériens, rejeterait avec indignation une telle réponse. Si même se déroulait alors dans l'Italie fasciste une grève générale des marins, en ce cas, les grévistes devraient faire une exception en faveur des navires qui vont apporter une aide aux esclaves coloniaux en rébellion ; sinon ils seraient de pitoyables trade-unionistes, et non des révolutionnaires prolétariens.

Parallèlement à cela, les marins français même s'ils n'avaient aucune grève à l'ordre du jour, auraient l'obligation de faire tous leurs efforts pour empêcher l'envoi d'armes contre les rebelles. Seule une telle politique des ouvriers italiens et français serait une politique d'internationalisme prolétarien.

Cependant, cela ne signifie-t-il pas que les ouvriers italiens adoucissent dans le cas présent leur lutte contre le régime fasciste ? Pas au moindre degré. Le fascisme ne peut apporter une « aide » aux algériens que pour affaiblir son ennemi, la France, et faire ensuite main basse sur sa colonie. Les ouvriers révolutionnaires italiens ne l'oublieront pas un seul instant. Ils appelleront les algériens à ne pas faire confiance à leur « allié » perfide et en même temps eux-mêmes poursuivront leur lutte intransigeante contre le fascisme, « principal ennemi à l'intérieur de leur propre pays ». C'est seulement ainsi qu'ils peuvent faire que les rebelles aient confiance en eux, aider la rébellion elle-même et renforcer leurs propres positions révolutionnaires.

Si ce qui vient d'être dit est vrai quant au temps de paix, pourquoi cela deviendrait-il faux en temps de guerre ? Tout le monde connaît le principe du fameux théoricien militaire allemand, Clausewitz : la guerre est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Cette pensée profonde entraîne tout naturellement la conclusion : la lutte contre la guerre est la continuation de la lutte générale du prolétariat en temps de paix. Est-ce que le prolétariat rejette et sabote en temps de paix toutes les actions et mesures d'un gouvernement bourgeois ? Même lors d'une grève qui embrasse toute une ville, les ouvriers prennent des mesures pour que dans leurs quartiers il y ait suffisamment de vivres, pour qu'on ne manque pas d'eau, pour que les hôpitaux ne souffrent en rien, etc. De telles mesures ne sont pas dictées par quelque opportunisme envers la bourgeoisie, mais par le souci des intérêts de la grève elle-même, le souci d'avoir pour elle la sympathie des couches les moins favorisées de la ville, etc. Ces règles élémentaires de la stratégie prolétarienne en temps de paix conservent encore toute leur valeur en temps de guerre.

Une attitude intransigeante envers le militarisme bourgeois ne signifie nullement que le prolétariat entre en lutte dans tous les cas contre son armée « nationale ». Des ouvriers n'empêcheront jamais des soldats d'éteindre un incendie ou de sauver les victimes d'une inondation ; au contraire, ils collaboreront coude à coude avec les soldats et fraterniseront avec eux.

Mais il ne s'agit pas seulement de catastrophes naturelles fortuites. Si demain les fascistes français tentaient de se lancer dans un coup d'Etat et que le gouvernement Daladier se trouvât contraint de faire agir l'armée contre les fascistes, les ouvriers révolutionnaires, tout en maintenant une indépendance politique complète, lutteraient contre les fascistes, à côté des troupes. Ainsi, dans toute une série de cas, les ouvriers se trouvent contraints non seulement d'admettre et de tolérer, mais encore de soutenir activement des mesures pratiques d'un gouvernement bourgeois.

Dans quatre-vingt-dix cas sur cent, les ouvriers mettent bien un signe moins là où la bourgeoisie met un signe plus. Cependant, dans dix cas ils sont contraints de mettre le même signe que la bourgeoisie, mais ils le font avec leur propre estampille, exprimant ainsi leur défiance envers la bourgeoisie. La politique du prolétariat ne se déduit pas automatiquement de la politique de la bourgeoisie en mettant le signe contraire, — en ce cas-là, chaque sectaire serait un grand stratège ; non, le parti révolutionnaire doit s'orienter chaque fois de façon indépendante dans la situation tant intérieure qu'extérieure, en prenant les décisions qui répondent le mieux aux intérêts du prolétariat. Cette règle concerne aussi bien une période de guerre qu'une période de paix.

Imaginons qu'au cours d'une nouvelle guerre européenne, le prolétariat belge s'empare du pouvoir plus tôt que le prolétariat de France. Hitler tentera, sans aucun doute, d'écraser la Belgique prolétarienne. Pour couvrir son propre flanc, le gouvernement bourgeois français peut se trouver contraint d'aider le gouvernement ouvrier belge en lui donnant des armes. Les soviets belges, bien entendu, saisiront des deux mains ces armements. Mais peut-être les ouvriers français, se guidant sur le principe du défaitisme, seraient-ils tentés d'empêcher leur bourgeoisie d'envoyer des armes à la Belgique prolétarienne ? Seuls des traitres avérés ou des idiots finis pourraient raisonner ainsi.

La bourgeoisie française peut envoyer des armes à la Belgique prolétarienne uniquement par peur d'un grand péril militaire et dans l'espoir de régler ensuite son compte à la révolution prolétarienne avec ses propres armes. Pour les ouvriers français, au contraire, la Belgique prolétarienne serait un très grand appui dans leur lutte contre leur propre bourgeoisie. L'issue de la lutte serait décidée en fin de compte par le rapport des forces, une politique correcte étant d'ailleurs un facteur très important de ce rapport de forces. La première tâche du parti révolutionnaire serait d'utiliser la contradiction entre les deux impérialismes, français et allemand, pour sauver la Belgique prolétarienne.

Les scholastes ultra-gauches n'opèrent pas avec des notions concrètes, mais avec des abstractions vides. C'est en une abstraction vide de ce genre qu'ils ont changé l'idée de défaitisme. Ils ne se représentent de façon vivante ni la marche de la guerre ni la marche de la révolution. Ils cherchent une formule hermétiquement bouchée qui ne laisse pas passer l'air frais. Mais une telle formule n'est capable de donner aucune orientation à l'avant-garde prolétarienne.

La politique du défaitisme a pour tâche de mener la lutte des classes à sa forme suprême : la guerre civile. Mais cette tâche ne peut être résolue que par la mobilisation révolutionnaire des masses, c'est-à-dire en étendant, approfondissant, agissant les méthodes révolutionnaires qui constituent le contenu de la lutte des classes en temps de « paix ». Le parti du

prolétariat n'a nullement recours à quelques méthodes artificielles, telles qu'incendies de dépôts, explosions, catastrophes de chemins de fer, etc., pour provoquer la défaite de son gouvernement. Si même il pouvait aboutir à un succès dans cette voie, la défaite militaire ne mènerait nullement en ce cas à un succès révolutionnaire, qui ne peut être assuré que par le mouvement indépendant du prolétariat. Le défaitisme révolutionnaire signifie seulement que dans sa lutte de classe le parti du prolétariat ne s'arrête devant aucune considération « patriotique », car la défaite de son propre gouvernement impérialiste, provoquée ou accélérée par le mouvement révolutionnaire des masses est un mal infiniment moindre que la victoire de ce gouvernement, acquise au prix de l'union nationale, c'est-à-dire de la prostration politique du prolétariat. C'est en cela tout le sens du défaitisme, et ce sens est pleinement suffisant.

Assurément les moyens de lutte changent quand la lutte entre dans un stade ouvertement révolutionnaire. La guerre civile est une guerre et, en tant que telle, elle a ses lois. Il est inévitable que surviennent dans la guerre civile des explosions d'entrepôts, des catastrophes de chemins de fer et toutes les autres formes de « sabotage » militaire. Leur opportunité est établie par des considérations purement militaires : la guerre civile continue la politique révolutionnaire, mais par d'autres moyens, précisément les moyens militaires.

Cependant durant une guerre impérialiste, il peut y avoir des cas où le parti révolutionnaire soit tenu de recourir à des mesures militaires techniques, même si elles ne découlent pas encore immédiatement du mouvement révolutionnaire dans son propre pays. Ainsi, s'il s'agit de l'envoi d'armes ou de soldats contre un Etat ouvrier ou une colonie en rébellion, alors non seulement les méthodes du boycott et de la grève, mais encore les méthodes du sabotage militaire direct peuvent se trouver pleinement opportunes et obligatoires. L'emploi ou le non-emploi de telles mesures sera une question de possibilités pratiques. Si les ou-

vriers belges, ayant conquis le pouvoir durant la guerre, avaient leurs agents militaires sur le sol allemand, le devoir de ces agents serait de ne s'arrêter devant aucun moyen technique pour contenir les troupes de Hitler. Il est absolument évident que les ouvriers révolutionnaires allemands seraient aussi tenus (si seulement ils étaient en état de le faire) de remplir cette tâche dans l'intérêt de la révolution belge, même indépendamment du déroulement général du mouvement révolutionnaire en Allemagne même.

La politique défaitiste, c'est-à-dire la politique de la lutte des classes intransigeante durant la guerre, ne peut par conséquent être la « même » dans tous les pays, tout comme il ne peut y avoir une seule et unique politique du prolétariat en temps de paix. C'est seulement le Comintern des épigones qui a établi un régime tel que les partis de tous les pays lèvent en même temps le pied gauche. Dans la lutte contre ce crétinisme bureaucratique, nous avons montré plus d'une fois que les principes et les tâches générales doivent se réaliser dans chaque pays en accord avec ses conditions intérieures et extérieures. Ce principe et les tâches générales doivent se réaliser dans chaque pays en accord avec ses conditions intérieures et extérieures. Ce principe conserve encore toute sa valeur en temps de guerre.

Les ultra-gauches qui ne veulent pas penser de façon marxiste, c'est-à-dire concrètement, seront pris à l'improviste par la guerre. Leur politique durant la guerre sera le couronnement fatal de leur politique en temps de paix. Les premiers coups de canon rejeteront les ultra-gauches dans le néant politique où les pousseront dans le camp du social-patriotisme, pour les mêmes raisons pour lesquelles les anarchistes espagnols, négateurs absolus de l'Etat, sont devenus durant la guerre des ministres bourgeois. Pour mener une juste politique en temps de guerre, il faut apprendre à penser correctement en temps de paix.

Le 20 mai 1938.

L. TROTSKY.

LES PRÊTRES DE LA DEMI-VERITE

La Nation et la New Republic jouent actuellement le rôle le plus triste et répugnant dans la presse américaine. Ces journaux prétendent au rôle d'oracles de l'opinion publique « libérale ». Ils n'ont pas d'idées en propre. La crise sociale qui a commencé en 1929 et a surpris les « libéraux » insoucients, les obligea à se cramponner à l'U.R.S.S. comme à une bouée de sauvetage. En popularisant les succès du principe de la planification et en maniant prudemment ce contre-poison à l'anarchie capitaliste, ces gentlemen trouvèrent une mission provisoire. Ils n'avaient absolument aucun programme d'action pour les Etats-Unis ; mais, à cause de cela, ils furent capables de masquer leur propre vide avec une image idéalisée de l'U.R.S.S.

En fait, « l'amitié » avec Moscou signifia la réconciliation du libéralisme bourgeois avec la bureaucratie qui avait étranglé la révolution d'octobre. Plus s'étendaient les privilèges de la nouvelle couche dirigeante, plus elle devenait conservatrice dans la défense de ses privilèges — et plus s'éleva le nombre de ses amis parmi les intellectuels snobs et libéraux bourgeois, qui marchent avec la mode du jour. Les inspirateurs de cet état d'esprit furent Walter Duranty et Louis Fisher, véritables sycophantes de l'oligarchie soviétique. Sous leur conduite, des professeurs de peu d'esprit, des poètes médiocres, des avocats non parvenus à la notoriété, des veuves tristes, et d'ordinaires dames solitaires, commencèrent à prendre leurs « amitiés » avec

Ambassade soviétique de Washington pour un service rendu à la révolution d'octobre. Plusieurs se déclarèrent prêts à défendre l'Union soviétique jusqu'à la dernière goutte de sang... pas le leur, bien sûr, mais celui des « trotskystes ».

Reed... et Duranty

A l'époque héroïque de la Révolution, le représentant de l'opinion publique américaine à Moscou était John Reed. A cette époque, Walter Duranty logeait à Riga, travaillant comme journaliste professionnel de la Révolution et de ses dirigeants. Des années plus tard, Duranty devient le principal lien entre la bureaucratie soviétique et l'opinion publique « libérale » aux États-Unis. Le contraste moral entre John Reed et Walter Duranty reflète bien l'antagonisme politique entre le Bolchevisme et le Stalinsisme. Si les éditeurs de la *Nation* et de la *New Republic*, mettent sur le compte de l'ingénuité leur incompréhension de cet antagonisme, c'est parce que de petits trafiquants de mensonges comme Duranty et Louis Fisher sont incomparablement plus proches d'eux par l'esprit que l'héroïque John Reed (1).

Est-il surprenant que l'actuelle bureaucratie du Kremlin convienne mieux aux oracles démocratiques, que ne convenait le parti révolutionnaire de Lénine ?

De la même façon qu'ils méconnaissent dans le passé les lois de la révolution, aujourd'hui ils ne comprennent pas les lois de la réaction. Ils espèrent que la bureaucratie deviendra, non sans leur soutien béniévoles, chaque jour plus respectable et « humaine ». La confiance dans le progrès ininterrompu et automatique n'a pas été extirpée, jusqu'à aujourd'hui, de la tête de ces gens. Ils ont été incapables de tirer la moindre conclusion du fait que la petite bourgeoisie démocratique, dont ils sont la chair de la chair, se transforma, en peu d'années, en Allemagne, en une armée du fascisme. Ils n'ont pas été plus capables de comprendre l'évolution lamentable de la bureaucratie stalinienne.

La logique de la lutte de classe

Pitoyable en vérité celui qui, dans les grands tournants de l'histoire, se confine à la conjecture empirique, au lieu de pénétrer la logique immanente de la lutte de classes. Au point de vue psychologique, les accusés étaient surtout des instruments entre les mains de l'Inquisition de la Guépéou. Historiquement, l'Inquisiteur, Staline, est surtout un instrument entre les mains de la bureaucratie qui l'a engagé dans une impasse. La bureaucratie elle-même est surtout un instrument de la pression de l'impérialisme mondial. Les masses soviétiques haïssent la bureaucratie. L'Impé-

(1) W. Duranty, en dépit de sa véritable « âme » anglo-saxonne, participa aux provocations de Moscou absolument sans difficulté, côte à côte avec les juges, le procureur, les avocats, et en général les gens qui ont une « âme russe ». Cependant, Duranty n'était pas forcé de choisir tous les jours entre la vie et la mort. Son collègue, M. Harold Denny, homme qui a de toute évidence l'âme américaine, même si elle est de faibles dimensions, s'est rapidement adapté au régime totalitaire. Obligé de choisir entre la vérité qui fait mal à l'estomac et de gros sandwiches, il a sans hésiter pris fait et cause pour les sandwiches et Vichinski. Ce sont les créatures de ce genre qui sont la source d'inspiration de l'opinion publique « libérale ».

rialisme mondial la considère comme un instrument devenu inutile et se prépare à la renverser. La bureaucratie cherche à tromper les masses, elle veut duper l'impérialisme mondial. Elle ment sur les deux fronts. Pour que la vérité ne filtre pas hors de la frontière, ou de l'extérieur dans le pays, la bureaucratie n'autorise que les personnes « de confiance » à entrer ou à vivre dans le pays.

Elle entoure l'Union soviétique d'une palissade de patrouilles-frontières comme le monde n'en a jamais vu, et avec une innombrable bande de chiens de police.

La période pendant laquelle l'impérialisme mondial soumit l'U.R.S.S. au blocus est maintenant rejetée dans le passé. Le Blocus de l'U.R.S.S. est aujourd'hui organisé par la bureaucratie soviétique elle-même. De la révolution telle qu'elle la comprend, elle n'a retenu que le culte de la violence policière. Elle pense qu'avec le concours des chiens policiers, on peut modifier le cours de l'histoire. Elle lutte pour son existence avec une fureur conservatrice, comme aucune classe dirigeante dans l'histoire. Sur cette voie elle en fut rapidement arrivée à commettre des crimes comme le fascisme lui-même n'en a pas encore perpétrés. Les oracles diplomatiques n'ont rien compris à cette dialectique du Thermidor — ils n'y comprennent rien, et on peut en être sûr, ils n'y comprendront rien. Autrement ils seraient obligés de faire taire immédiatement la *Nation* et la *New Republic*, de quoi bouleverser l'équilibre du système solaire !

Les opposés identifiés

Depuis que la réaction thermidorienne est sortie de la Révolution, la *Nation* et la *New Republic* ont essayé inlassablement de prouver que la révolution et la réaction sont une seule et même chose. Ils ont approuvé systématiquement, ou au moins fait le silence sur le travail de falsification, de mensonges, de corruption, accompli par la bureaucratie stalinienne dans le monde. Ils ont couvert la répression contre les oppositionnels qui a commencé il y a quinze ans. Cependant, les avertissements ne leur ont pas manqué. La littérature de l'opposition de gauche en est très riche, en toutes langues.

Depuis quinze ans on a vu les méthodes de la bureaucratie entrer, pas à pas, en conflit de plus en plus âpre avec les besoins de la nouvelle société : la bureaucratie obligée de cacher ses propres intérêts voraces, non seulement en s'appropriant la mécanique du mensonge de toutes les classes dirigeantes, mais aussi en utilisant cette mécanique — étant donné l'acuité de la situation dans un pays à peine sorti de la révolution — avec un caractère empoisonné sans précédent. Avec des faits et des documents irréfutables nous avons montré comment toute une école de falsification est sortie de la réaction thermidorienne — l'école de Staline — qui pourrit tous les domaines de l'idéologie sociale ; nous avons expliqué comment et pourquoi c'était précisément Staline (« le cuisinier aux plats épicés », selon la définition donnée par Lénine dès mars 1921) qui prit la tête de cette caste avide et conservatrice des usurpateurs de la Révolution ; nous avons prédit les procès de Moscou dix ans avant leur réalisation, et nous avons expliqué au plus arriéré que les provocations judiciaires ne sont que les convulsions de l'agonie thermidorienne.

Finalement, en 1937, la Commission Internationale de New-York, composée de personnes d'une haute autorité morale et habituées à juger critiquement, soumit les accusations de Staline et de Vichinsky à

une analyse méticuleuse et patiente. Dans toutes les accusations ils ne trouvèrent que des mensonges, des falsifications, des provocations. Ils le déclarèrent à la face du monde entier. Le verdict de la Commission s'adressait essentiellement à « l'homme de la rue », au fermier, au petit commerçant, à l'ouvrier arriéré en un mot, à la majorité de ceux que leurs conditions d'existence prive de l'éducation nécessaire et des larges horizons.

Il semblerait qu'on dût attendre des éditeurs de la *Nation* et de la *New Republic*, ces éducateurs brevetés du peuple, un sens critique propre. Ils auraient pu, par exemple, se rappeler, comme ils l'avaient appris à l'école, que la réaction thermidorienne accusait les Jacobins d'être des « royalistes » et des « agents de Pitt », pour justifier aux yeux des masses leur sanglante répression contre eux. De ces moralistes professionnels on aurait dû, semble-t-il, s'attendre à un peu de sens moral. La dégénérescence morale de la bureaucratie soviétique n'a-t-elle pas atteint des sommets vertigineux ? Hélas, on a dû se rendre compte que les moralistes n'avaient même pas le simple sens de l'odorat.

Panorama de la mesquinerie

Les procès de Moscou n'ont pas seulement pris ce cercle de gens au dépourvu, mais ils ont troublé pour longtemps la tranquillité de leurs âmes. Une collection de tous les articles de la *Nation* et de la *New Republic* consacrés à ces trois grands procès — quel panorama de mesquinerie, de vanité, d'hypocrisie et pardessus tout de confusion ! Non, ils ne s'y attendaient pas ! Comment cela a-t-il pu arriver ? Mais, tout en manquant de perspicacité et d'odorat, ils possèdent au plus haut degré le sens de l'auto-préservation de la caste des prêtres. Depuis ce moment, toute leur conduite fut déterminée par le besoin d'effacer leurs traces, c'est-à-dire de veiller à ce que la confiance reste indépendante du fait que parmi les oracles, pendant tout ce temps, s'étaient fauillés des prêtres peu clairvoyants. En théorie, ces Phariséens rejettent avec indignation le principe : « La fin justifie les moyens », car ils ne comprennent pas qu'un grand but historique écarte automatiquement les moyens qui ne lui sont pas conformes. Mais, afin de maintenir les petits préjugés traditionnels, et spécialement leur propre autorité, aux yeux des naïfs, ils sont toujours prêts à recourir aux escroqueries astucieuses, et aux provocations en miniature.

Ils tentèrent d'abord ouvertement de faire leur devoir comme « amis », c'est-à-dire comme avocats du Guépéou. Mais cela se montra trop risqué. Ils passèrent rapidement à la position de l'agnosticisme et de la non-intervention diplomatique. Ils déclarèrent que les procédés étaient « intrigants ». Ils se refusèrent à juger. Ils mirent en garde contre des conclusions prématurées. « Nous ne pouvons rien décider de l'extérieur ». « Nous ne devons pas nous mêler des affaires de la justice soviétique. » En un mot, ils essayèrent vaguement de réconcilier l'opinion publique mondiale avec les abominations qu'on fabriquait à Moscou. Ces gens voulaient à tout prix rester en termes amicaux avec les exécuteurs de la révolution, sans assumer de responsabilité directe dans les provocations de la Guépéou.

Encore obligés de changer

Cependant, ils ne réussirent pas à tenir longtemps cette seconde position. Sous les coups des révélations, ils chantaient à voix de plus en plus basse : naturellement, les accusations sont de toute évidence improbables, mais... mais il y a « quelque chose » derrière cela. « Nous ne sommes pas avec les stalinistes, mais nous ne croyons pas non plus les trotskystes. » Seuls les consolateurs de la *Nation* et de la *New Republic* représentent la vérité. Si, hier et avant-hier, ils furent aveugles, c'est une garantie supplémentaire que leur regard est aujourd'hui sans faiblesse. « Il y a quelque chose derrière ces accusations. » Evidemment ! Si la clique dirigeante exécute tous ceux qui ont quitté le Parti bolchevik, elle a d'impérieuses raisons de le faire ! Cependant, nous devons chercher ces raisons dans les intérêts objectifs de la bureaucratie, et non dans les discours de Vichinsky, ou dans les provocations de Tejov. Mais nous le savons déjà : la dialectique de la lutte de classes reste pour ces empiriques un livre fermé de sept sceaux. Que pouvez-vous espérer ou attendre de philosophes ou de publicistes qui ne prévoient rien, ne voient rien et qui ont été complètement pris au dépourvu par les procès ? Il ne restait plus aux oracles faillis qu'à partager la culpabilité en deux : 50 % du côté de l'exécuteur, 50 % chez la victime.

Le petit bourgeois se tient toujours au milieu et tranche les questions selon la formule : « d'une part » et « d'autre part ». Si les capitalistes sont intraitables, les ouvriers sont trop exigeants. Cette règle d'or, la *Nation* et la *New Republic* l'appliquent jusqu'à sa conclusion logique lorsqu'ils répandent la moitié de leur lymphe morale sur la Guépéou et l'autre moitié sur les vrais ou soi-disants « trotskystes ». Et finalement, l'Américain libéral apprend de ses éducateurs que Zinoviev et Kamenev étaient seulement des demi-terroristes ; que Piatakov sabota l'industrie seulement six mois sur douze ; et que Staline n'est vraiment qu'un demi-faussaire et une moitié de canaille. Cain ? Peut-être est-il Cain, mais pas pour plus de 50 %.

Leur univers

Leur philosophie reflète leur propre univers. Par leur nature sociale, ils sont des intellectuels semi-bourgeois. Ils se nourrissent de demi-pensées et de demi-sentiments. Ils veulent soigner la Société avec des demi-mesures. Ils considèrent le processus historique comme un phénomène trop instable, et ne veulent pas s'y engager à plus de 50 %. Ainsi, ces gens qui vivent de demi-vérités — c'est-à-dire de la pire forme de fausseté — sont devenus un véritable frein de la pensée vraiment progressive, c'est-à-dire révolutionnaire.

New Masses est une mixture qui met les gens en garde par sa simple odeur. La *Nation* et la *New Republic* sont infiniment plus « décents » et « charmants », et moins... odorants. Mais ils sont les plus dangereux. La meilleure partie de la nouvelle génération des intellectuels américains ne peut avancer sur la large route historique qu'à la condition d'une complète rupture avec les oracles de la « démocratique » demi-vérité.

Coyoacan, 19 mars 1938.
L. TROTSKY.

CRITIQUE ECONOMIQUE

La dette publique et privée et le revenu national

Le problème du rapport entre les charges de la dette (privée et étatique) et le revenu national, est un de ceux qui révèlent le mieux le caractère du déséquilibre et de l'épuisement actuels du système capitaliste. Laissons parler un journal aussi clairvoyant que *L'Economist*. Voici une de ses explications du début de l'année sur la situation en France :

« Le problème principal (en France) reste inchangé : les dettes laissées par la dernière guerre et les dépenses militaires courantes, représentent des charges énormes qu'on ne peut soutenir que de deux façons. Ou bien le pays doit produire, travailler, et vendre plus, de façon à augmenter le revenu individuel et les revenus fiscaux, ou bien la production et les revenus individuels resteront les mêmes ou baisseront, et alors l'augmentation des impôts et des charges des transports mèneront à une baisse du niveau de vie. La seconde alternative surgit automatiquement de l'effort pour augmenter les dépenses publiques et ferroviaires, tandis que la production n'augmente pas. Les gens sont alarmés par la hausse du coût de la vie, le pouvoir d'achat déclinant, l'augmentation des faillites et banqueroutes. D'où demande de hausses de salaires et conflits sociaux » (22 janvier). Au fond, c'est bien déduit, du point de vue du développement capitaliste.

Que nous apprennent les statistiques, établies selon la comptabilité de l'Etat capitaliste ?

Voici les données les plus récentes sur les variations de la dette publique (à l'exclusion de la dette politique extérieure) du 31 décembre 1935 au 1^{er} juillet 1937 :

	(en millions de francs)		
	31/12/35	31/12/36	1/7/37
Dette perpétuelle	50.834	50.353	50.000
Dette amortissable	186.883	193.030	210.000
Dette à moyen et court terme	30.500	32.054	35.000
Dette flottante	57.857	66.619	65.000
Dette commerciale extér.	2.730	2.619	
P. T. T.	10.008	10.492	11.000
Totaux	377.812	385.492	371.000

Ne sont pas comprises dans ce tableau les dettes des départements et communes qui s'élèvent à 30 milliards environ, ni la dette des Grands Réseaux, aujourd'hui S.N.C.F. (mais le changement d'étiquette ne fait pas disparaître le déficit).

En 1935, l'accroissement avait été de plus de 18 milliards. En 1936, il est encore de 18 milliards, et en 1937, il dépasse les 20 milliards. Donc accroissement continu de la dette alors que le revenu national n'augmente que dans une proportion bien inférieure.

Voici, groupées, des données plus générales qui permettent de se faire une idée de ce rapport, portant sur la **totalité des charges annuelles** (dettes privées jointes aux dettes de l'Etat) et non sur le **capital nominal**, comme dans le tableau précédent :

Charge d'endettement public (viager et non viager : Etat, C. A. ; P.T.T., Grands Réseaux, Départements et Communes) (en milliards de francs) : en 1913, 2,5 ; en 1929, 31,5 ; en 1935, 34 ; en 1937, 38,5.

Charges d'endettement privé (prêts hypothécaires, obligations industrielles, billets de fond et divers) (en milliards de francs) : en 1913, 1,8 ; en 1929, 7,5 ; en 1935, 9,3 ; en 1937, 9,2.

Charge totale (nationale) (en milliards de francs) : en 1913, 4,3 ; en 1929, 39 ; en 1935, 43,3 ; en 1937, 47,7.

Revenu annuel national (en milliards de francs) : en 1913, 36 ; en 1929, 260-70 ; en 1935, 160-65, en 1937, 215-20.

Taux de l'endettement : en 1914, 12 % ; en 1929, 15 % ; en 1935, 26 % ; en 1937, 22 %.

L'évaluation du revenu national reste évidemment approximative (encore un domaine où les statistiques officielles sont d'une pauvreté intéressée) et par conséquent aussi le calcul général du taux de l'endettement. Certains auteurs évaluent à 200 milliards seulement, le revenu français en 1937.

Néanmoins, le tableau que nous venons de reproduire parle suffisamment clairement. Le taux de l'endettement avoisine 22 %, alors qu'en Angleterre et en Belgique, il est de l'ordre de 12 %, et aux Etats-Unis, d'environ 15 %. Voilà la cause essentielle de l'inflation permanente, des dévaluations successives : le glissement de la monnaie sert à faire fondre une partie des dettes, et à tenter de faire retomber leur poids général sur la masse des salariés, c'est-à-dire à baisser systématiquement leur niveau de vie.

La bourgeoisie doit faire un effort énorme pour s'efforcer d'échapper à l'asphyxie que représente pour elle une production stagnante ou déclinante, sous la double pression de la classe ouvrière qui résiste à la diminution de sa part du revenu et des obligations de l'Etat en matière de dettes. Cet effort, nous savons bien dans quel sens il s'opère : encore une fois, vers l'abaissement par tous les moyens possibles du niveau de vie des classes travailleuses. La politique de Daladier, de La Rocque et de Gignoux n'a pas d'autre sens.

Cependant, la dette prend aujourd'hui une signification nouvelle, assez différente de ce qu'elle était avant 1914.

On calcule qu'en 1913, en France, la charge annuelle d'endettement était d'environ 4 milliards 300 millions.

Mais elle était couverte dans une large mesure par l'accroissement annuel du revenu national, conséquent à l'accroissement de production (plus d'un milliard par an, et avec une monnaie stable !) et des échanges, et par le solde créditeur de la balance générale des comptes. Ainsi l'augmentation de la charge de la dette allait de pair avec un accroissement de la production, des revenus, des bénéfices commerciaux et des revenus des capitaux exportés.

Mais ce rapport favorable est aujourd'hui en partie détruit, pour la série de raisons suivantes :

a) Les frais de la dernière guerre pèsent toujours lourdement (emprunts, pensions).

b) La production est depuis 1929-30 en recul.

c) La hausse du revenu national dans les dernières années n'atteint pas le niveau de 1929, et est acquise dans une large mesure par un gonflement des prix, conséquence de l'inflation.

d) L'inflation permanente réduit la valeur réelle des rentes.

e) Les revenus des capitaux exportés ont progressivement diminué, et tendent vers zéro (depuis les investissements de Russie tsariste jusqu'aux emprunts autrichiens...). L'exportation des capitaux frais a presque complètement cessé (bien entendu, il s'agit des investissements dans l'industrie ou le commerce étrangers, ou des Emprunts des Etats et villes, et non des simples dépôts à vue dans des banques étrangères).

Ces facteurs créent une nouvelle situation. Pour l'Etat, la charge de la dette cesse d'être le paiement normal d'intérêts d'un capital qui s'accumule toujours plus, c'est-à-dire un remboursement de crédits à long terme, gagés sur l'accroissement constant du revenu national comme c'était le cas dans la période d'épanouissement du capital financier. Elle devient un facteur supplémentaire de déséquilibre de l'économie nationale, car son poids va croissant, en même temps qu'on assiste à un arrêt du progrès de la production, et à un affaiblissement de la vitesse de circulation du capital, c'est-à-dire aussi des échanges commerciaux.

La bourgeoisie songe à rejeter d'autant plus brutalement le fardeau. D'un instrument de chantage et de profits pour le capital bancaire, l'endettement de l'Etat devient un poison qui engorge le corps économique et menace d'entraîner des crises organiques générales. En Allemagne, en Autriche, la victoire fasciste est venue de là.

L'endettement en France n'approche pas encore de ce qu'il était dans ces deux pays avant que les fascistes tentent leur « reconstruction » économique. Mais il se développe dans le même sens, et c'est pourquoi la bourgeoisie pose tous les jours ce dilemme auquel faisait écho le rédacteur de *L'Economist* que nous avons déjà cité : ou bien les ouvriers accepteront des longues journées, l'extension du chômage partiel, une hausse des prix sans augmentation de salaires, une nouvelle dévaluation, c'est-à-dire un accroissement de la production et des profits patronaux sans contrepartie — ou bien il faut s'attendre à la « perte des libertés », c'est-à-dire qu'on atteindrait le même but en utilisant le révolver et le camp de concentration fascistes.

Il faut ajouter que la nécessité pour la bourgeoisie

d'alléger le poids de la dette d'une façon ou d'une autre est rendue encore plus urgente par le besoin de nouveaux emprunts gigantesques (destinés aux dépenses de guerre, et partiellement aux Grands travaux). Comment la bourgeoisie pourrait-elle faire de l'inflation de crédit, en plus de l'inflation tout court, alors qu'elle est déjà écrasée par le volume des emprunts antérieurs ?

En effet, à la dette « normale » se superpose maintenant dans certains pays (Etats-Unis, Allemagne), une énorme avance de capitaux (N.R.A., traites de travail, etc...) qui ne peut être gagée que sur un accroissement considérable des forces productives de l'ensemble du pays. Si l'Etat ne parvient pas à se tirer d'affaire pour la dette normale avec l'état actuel de la production, comment pourra-t-il faire une nouvelle avance massive de crédit à la production, c'est-à-dire ajouter à la dette antérieure le poids d'une nouvelle dette géante ? Encore une fois il ne le pourra, sur la base du fonctionnement actuel du capitalisme, que par une compression violente du niveau de vie des salariés.

Mais cette politique d'ensemble ne suffit pas à la bourgeoisie. Il y a une série de moyens annexes de rendre plus favorable le rapport des charges d'endettement au revenu national. D'abord, le glissement de la monnaie, la hausse des prix, puis les opérations portant directement sur la masse des paiements de l'Etat : conversions d'emprunts, réduction du taux de l'intérêt, suspension de paiement (pour deux ans par exemple, comme cela fut proposé dans le plan Blum d'avril), abaissement des traitements, etc...

Ces moyens ne sont que des palliatifs momentanés, mais, en l'absence d'une résistance massive du prolétariat, il ne faut pas négliger leurs effets, surtout en France où le capital financier peut jouer assez facilement entre les intérêts fragmentés des différentes catégories de prêteurs. C'est pourquoi il ne faut pas accorder trop vite crédit aux prophéties sur les « catastrophes financières », paniques, et autres sortilèges maniés par la grande presse pour dérouter les exploités et anéantir leur volonté de résistance. C'est avec ces épouvantails que la direction de la C.G.T. a fait accepter aux ouvriers les « sacrifices » et la « pause », c'est-à-dire qu'elle a aidé le capital à tondre son bétail.

Dans le cercle vicieux du capitalisme actuel, c'est-à-dire du système économique basé sur le phénomène de l'appropriation privée de la plus-value et de l'accumulation privée du capital, autrement dit de l'exploitation de l'homme par l'homme, il n'y a pas de solution d'ensemble aux « problèmes financiers », au « salut du franc » et autres mystères. Quant aux aménagements partiels, il ne peut y en avoir pour la classe ouvrière que dans une lutte incessante pour modifier à son avantage la répartition du revenu national.

Une modification radicale, essentielle, dans le mode actuel de formation des capitaux (grâce à l'exploitation de la masse) ne peut être obtenue que dans le cadre de la **nationalisation du crédit**, c'est-à-dire de l'expropriation du grand capital et de la participation directe des travailleurs à leur gestion. Inutile de répéter qu'on ne peut y parvenir que par la **révolution socialiste**.

Nous reviendrons ultérieurement sur les problèmes posés par la nationalisation du crédit, la vraie « protection de l'épargne », et la destruction de la tyrannie du capital financier.

P. NAVILLE.

LES LEÇONS MILITAIRES DE LA GUERRE D'ESPAGNE

De ce que les pays « démocratiques » ne participent pas effectivement au conflit armé espagnol, il ne suit pas que leurs états-majors se désintéressent des opérations en cours. Bien au contraire, on sait que l'état-major français s'est intéressé et s'intéresse de très près à la conduite de la guerre. Il en tire des leçons tactiques, et surtout des leçons d'emploi du matériel moderne, qui ont déjà été répandues dans les cadres supérieurs de l'armée.

La tâche n'est pas aisée. C'est que, si à peu près tous les types modernes de matériel, c'est-à-dire tous ceux qui n'avaient pas encore subi l'épreuve du champ de bataille européen, sur terre ou dans les airs, ont fait leur apparition en Espagne, ils n'ont été employés qu'en quantité infime, et presque uniquement, peut-on dire à titre d'expérience technique. Or il est particulièrement vrai en pareille matière que les modifications de quantité déterminent des changements de qualité. Et il faut tenir compte de ce facteur pour faire application des résultats obtenus à un conflit généralisé éventuel. Mais pour difficile que soit cette transposition, elle n'est pas impossible, et de la guerre civile d'Espagne, on peut tirer des conclusions pour la guerre future, sur une autre échelle.

On peut en tirer encore d'autres conclusions : celles qui ont trait à la possibilité et à la conduite de l'insurrection armée, à la stratégie et à la tactique militaires révolutionnaires. La guerre civile d'Espagne est la première où l'on ait utilisé des armements modernes. Ses enseignements doivent-ils modifier les leçons tirées des insurrections antérieures, bolchévique et allemande notamment ? Ce point de vue est loin d'avoir échappé aux officiers bourgeois. Mais il n'a été envisagé par eux que d'une façon très secondaire. Il est pour nous, au contraire, essentiel.

Pour répondre à ces deux sortes de préoccupations, nous avons déjà un certain nombre de documents. Au premier rang, il faut citer *Les leçons de la guerre d'Espagne*, du général Duval, à qui une préface du général Weygand, d'ailleurs écrite dans un style de proclamation aux troupes, donne un cachet semi-officiel. « Il est précieux de savoir exactement de quoi l'on parle, sans quoi il est difficile de savoir ce que l'on a dit », écrit sentencieusement cet illustre académicien ; forte pensée, et dont le bon sens ne saurait étonner, de la part d'un officier général d'un grade aussi élevé !

L'auteur avait déjà donné, dans *la Revue de Paris* du 15 janvier 1938, un aperçu de son livre, par la publication du chapitre sur la bataille de Santander. Celui-ci avait suffi à montrer que pour partiel qu'il fut en faveur de Franco, l'ouvrage était assez fortement documenté, et même qu'il n'était pas trop empreint de ce crétinisme militaire étroit et de cette absence d'idées générales qui caractérisent si heureusement les officiers de cavalerie.

Ce n'est en effet qu'après avoir exposé la situa-

tion politique de l'Espagne dans les années antérieures, d'où il tire les sources du conflit, puis analysé la nature des forces en présence, que le général Duval relate le déroulement des opérations militaires d'août 1936 à fin 1937. « C'est toujours la politique qui enfante la guerre et qui ne cesse de l'accompagner dans son développement, elle lui donne sa raison d'être, son caractère et ses buts. » (p. 7.)

L'ouvrage, a-t-on dit, est assez fortement documenté. On y trouve en effet des précisions intéressantes, concernant les opérations militaires, et particulièrement des trois batailles importantes de 1937 : Bilbao, Brunete-Madrid, et Santander. Cela tient à ce que l'auteur a connu les plans d'attaque et les journaux de marche nationalistes, qu'il expose avec une netteté satisfaisante.

Il serait trop long de reprendre avec lui les détails. Bornons-nous à relever ses impressions sur la conduite stratégique de la guerre, et l'emploi du matériel moderne en campagne.

En ce qui concerne la conduite stratégique de la guerre, le général Duval est net : tout se passe comme si le gouvernement de Madrid se bornait à « laisser courir les événements ».

Dès le coup de force de Franco au Maroc, le 17 juillet 1936, répété dans les garnisons de la péninsule des 19 et 20 juillet, le gouvernement ne sait que faire. Ils est « absorbé par les négociations entre les partis. Personne ne pensait à la conduite de la guerre » (p. 91). La situation n'était cependant pas défavorable. Dans un grand nombre de garnisons, la révolte militaire a été étouffée. Le chef des insurgés, Sanjurjo, est tué. Le gouvernement tient la plus grande partie du matériel de guerre, l'aviation, la flotte qui a jeté ses officiers à la mer. Pourtant Franco, parce qu'il prend l'initiative des opérations, réussit à faire passer l'armée marocaine sur la péninsule, à opérer sa jonction avec Mola au nord, à délivrer Tolède, à parvenir aux faubourgs de Madrid.

Au surplus, les partis ouvriers n'avaient rien organisé du point de vue militaire. Le général Duval leur reproche très sérieusement cette impréparation. Les miliciens sont héroïques, mais les milices, improvisées, sont sans ravitaillement, sans chefs, sans discipline. Tel est le fruit de l'improvisation en matière militaire.

Et bien qu'à ce point de vue leurs progrès aient été énormes, progrès qui leur a permis de sauver Madrid en novembre 1936, les armées gouvernementales sont cependant régulièrement vaincues en 1937. Et cela, parce que « de leur côté, il n'y a pas de plan ; il n'y a même pas eu, le plus souvent, de ligne de conduite raisonnée... Les Nationalaux ont remporté des avantages constants, si bien que leur victoire apparaît aujourd'hui certaine à tous ceux qui suivent de près le développement de cette guerre. Or, ils n'ont pas cessé, depuis le premier jour, d'avoir l'initia-

« tive des opérations, et leur manière a consisté en une série ininterrompue d'offensives successives (pp. 196-197). »

Cela semble donner raison aux partisans de « l'offensive à tout prix », stratégique et tactique. Mais ces tenants d'une guerre de mouvement, rapide, de courte durée, peuvent-ils invoquer les leçons de la guerre d'Espagne sur d'autres points, notamment en ce qui concerne l'emploi du matériel moderne ? Le général Duval ne le croit pas.

Si l'aviation et les chars ont été employés, en 1937, c'est dans des conditions nullement concluantes. L'avion n'est intervenu que comme « prolongement du canon », pour le bombardement. Le char, mis rapidement hors de combat quand il a été employé isolément, a été finalement embossé, c'est-à-dire caché, en station, et utilisé comme une simple pièce d'artillerie. Quant aux « divisions mécaniques blindées » indépendantes, il n'a pas été possible de les expérimenter pour la bonne raison qu'il n'a pas été possible d'en constituer. Pendant la bataille de Santander seulement, et par exception, un groupement motorisé a été constitué et utilisé par l'état-major de la légion italienne, directeur de l'opération, pour tenir rapidement une coupure, trop éloignée pour l'infanterie.

Bref, « la guerre a pris en Espagne un aspect de nature à décevoir les futuristes de la stratégie et de la tactique... Une certaine conception de la guerre a pris corps dans l'imagination populaire. La guerre de demain aurait pour moyen la destruction totale, celle des populations non-combattantes aussi bien que celle des armées. Ses instruments seraient des escadrons aériennes et des forces mécaniques blindées. Il y a en même qui se demandent s'il est bien nécessaire de préparer d'autres armes que des avions et des chars ; le reste, affirment-ils, peut en tout cas être considéré comme accessoire. Les extrémistes vont jusqu'à penser que l'aviation seule pourrait suffire. La guerre d'Espagne n'apporte aucun argument aux défenseurs de ces théories excessives » (p. 229).

Dira-t-on que cela tient à un défaut de ravitaillement inhérent à l'Espagne ? Mais ce qui est vrai de l'Espagne peut l'être du reste du monde. Plus les unités constituées seraient importantes, plus le ravitaillement serait difficile. Et l'on peut se demander dans quelle mesure il serait possible de constituer, d'employer et surtout de maintenir en service des unités telles que des armées aériennes indépendantes et de nombreuses divisions blindées. Au fond, la bataille moderne semble bien toujours revenir à une bataille d'infanterie.

Est-ce qu'au moins l'armement moderne aurait modifié les possibilités et les conditions d'une insurrection ? C'est ce qu'ont rebâché à satiété, pendant des années, les réformistes de tout poil, et ce que reprennent complaisamment les stalinistes aujourd'hui, camouflant leur peur d'un soulèvement populaire armé et leur trahison derrière des prétextes techniques.

Mais le général Duval leur donne cette leçon : « C'est une erreur, pourtant courante, de croire que l'insurrection à main armée est devenue impossible en présence de l'armement des armées modernes.

« Je serais tenté d'affirmer qu'elle est au contraire plus aisée que jadis. Passons sur le fait que les jeunes soldats du service obligatoire soient plus accessibles à la propagande révolutionnaire que les soldats de métier d'autrefois ; l'expérience historique « pourrait peut-être permettre de la révoquer en doute.

« Ne considérons que les conditions techniques de l'armement. Une caractéristique importante de cet armement, c'est qu'il a besoin d'espace libre autour de lui pour mettre en œuvre sa puissance. Il n'est pas fait pour la lutte rapprochée, encore moins pour le corps à corps. Supposons dans une rue une colonne de canons, de chars d'assaut, de mitrailleuses ; elle est à la merci de quelques douzaines de grenades lancées des fenêtres ; il n'y a pour elle aucune réplique possible. La barricade est devenue un moyen accessoire ; elle n'a qu'une valeur retardatrice. Le combat de rues est mené depuis les fenêtres et les toits, ou par les rues latérales ; à la grenade et, au contact immédiat, le pistolet-mitrailleur, en sont les armes principales. Les mouvements en foule sont soigneusement évités. Avant tout, il faut échapper à l'investissement. Une troupe insurgée ou régulière, est perdue si elle se laisse enfermer dans un quartier de la ville ; le nombre, à défaut de la qualité, suffit alors pour l'emporter » (pp. 20-21).

Danger des colonnes de matériel lourd, recherche du champ de tir, combat par les toits, inutilité des barricades, ce sont là toutes choses que nous avons lues à l'instruction sur le maintien de l'ordre du 1^{er} mai 1926. Là encore, au premier abord, la guerre d'Espagne ne paraît pas avoir innové, sur les enseignements acquis.

Quoi qu'il en soit, les ouvriers sauront profiter des leçons du général Duval, aux dépens précisément de cet officier et de ses pareils. Comme ils sauront profiter de celle-ci : « Les révolutionnaires aiment se nourrir de viande creuse. En temps de paix, ils en meurent souvent. A la guerre, ils en meurent plus souvent encore, parce que la phraséologie et la sentimentalité crévent comme bulles de savon au contact du réel. La guerre, c'est la réalité brutale. » (pp. 228-229.) Nous examinerons plus tard quelques autres aspects militaires de la guerre civile espagnole.

X.XX.

« QUATRIÈME INTERNATIONALE »

Revue mensuelle publiée par le C.C. du P.O.I.

Prix du numéro : 2 fr. 50

ABONNEMENTS :

France : 1 an, 25. — 6 mois, 12. »

Etranger : 1 an, 40. — 6 mois, 20. »

Compte chèque postal Naville. — 1333-80. - Paris
15, passage Dubail, Paris, 10^e

DANS L'INTERNATIONALE

CHINE

Lettre de Chine

La lettre suivante a été écrite par un membre dirigeant de la Ligue Communiste de Chine (IV^e Internationale) qui fut relâché de la prison du Kuomintang à Nankin le 15 novembre 1937, à la veille de l'arrivée des Japonais dans la ville. Depuis, il a voyagé à travers les différentes régions de la Chine, observant la situation produite par la guerre. Il est donc bien qualifié pour interpréter la situation chinoise pour les camarades de l'étranger.

Il fut arrêté à Shanghai en avril 1937, un an après avoir subi un emprisonnement de 4 ans et demi dans une prison militaire, où il fut soumis à d'atroces tortures physiques. Amené à Nankin, il fut encore torturé par le Kuomintang, qui tâcha de le faire renoncer à ses convictions et trahir ses camarades. Ses lâches bourreaux s'enfuirent à l'approche des Japonais et notre camarade fut libéré par un gardien sympathisant, qui lui procura un vêtement et de l'argent pour atteindre Hankéou.

Depuis le mois de Février, la guerre sino-japonaise a subi de grands changements. Actuellement (25 juin 1938) les armées japonaises continuent à lutter contre des partisans chinois au nord de Pékin. Au sud et au nord-est de Hankéou, ils sont arrêtés par les inondations du Fleuve Jaune. Au sud, ils ont occupé Amoy et préparent d'importantes opérations contre Canton et l'île Hai-Nan. Mais dans cette guerre qui ébranle directement 100 millions d'êtres humains, les considérations purement militaires-techniques sont loin d'être déterminantes. Le programme social du Kuomintang celui des Japonais et celui des masses travailleuses en Chine et au Japon ont une importance aussi décisive. C'est sous cet angle que la lettre de Chine que nous publions apporte des informations indispensables à tous les militants d'Occident.

...Le gouvernement du Kuomintang n'est plus si déterminé qu'au début à continuer la guerre contre les Impérialistes japonais. Devant le dilemme clairement exprimé par Wu-Ting-Chang, ministre de l'Industrie, qui déclara que : « Si nous faisons la paix, il y aura de graves désordres intérieurs, mais si nous faisons la guerre, il s'en suivra une grave défaite », le gouvernement, ou plus exactement la clique de Chang-Kai-Chek, choisit l'alternative la plus risquée de la guerre. Ce choix était dû à la pression de toutes les forces militaires (y compris les propres subordonnés militaires de Chang-Kai-Chek), et de l'opinion publique reflétant largement le sentiment de l'intelligence¹, radicale petite bourgeoise, et l'Aprêt sans mesure des impérialistes japonais qui ne laissent la porte ouverte à aucun compromis.

Au début de la guerre, Chang-Kai-Chek surestimait l'aide qu'il recevrait de l'Angleterre et ne comprit pas le rôle de l'U.R.S.S. sous le régime de Staline. Il apprécia l'U.R.S.S. sur ce qu'elle était il y a 10 ans et crut qu'une fois embarqué dans la guerre contre le Japon, l'U.R.S.S. défendrait sûrement la Chine matériellement et même par l'aide militaire. Selon une rumeur qui court à Hankéou, Dimitri Bogomolov, l'am-

bassadeur soviétique en Chine, promit à Chang-Kai-Chek que l'armée de Mongolie extérieure serait mobilisée pour attaquer le Mandchoukouo afin d'aider la Chine. Bogomolov, dit-on, fut rappelé et arrêté rien que pour avoir fait cette promesse. Il est maintenant accusé d'être « trotskyste ».

Maintenant, Chang-Kai-Chek paraît désillusionné. L'Angleterre l'invite à faire la paix, tandis que le gouvernement de Staline, par l'intermédiaire de Van-Min, de Luganetz-Orelsky (nouvel ambassadeur en Chine), et Miss Anna Louise Strong, lui fait savoir largement que l'U.R.S.S. est incapable d'aider la Chine militairement. Cela a déçu la petite bourgeoisie « radicale », mais ils mettent de grands espoirs dans la 8^e Armée (ancienne armée Rouge).

Toutes les cliques du Kuomintang, à l'exception de celle de Sun-Fo (le fils de Sun-Yat-Sen) ont perdu confiance dans l'U.R.S.S. Sun-Fo continue à rêver du soutien militaire de l'U.R.S.S. Il croit même que si Mao-Tse-Toung (Président de l'ancienne République Soviétique chinoise) et Tchou-En-Lai (un éminent commandant de l'ancienne armée rouge) reçoivent des postes dans le Gouvernement du Kuomintang, le Gouvernement soviétique russe donnera sûrement son appui militaire à la Chine. Sun-Fo est actuellement à Moscou, mais ses efforts seront vains.

Chang-Kai-Chek est évidemment plus malin et réaliste que Sun-Fo. Tant que « le moment ne sera pas venu de faire la paix » avec les impérialistes japonais (ses propres paroles), il ne rompra pas ouvertement ses relations avec l'U.R.S.S. Il est aussi tout à fait « poli » avec les « Communistes ».

Quelques jours avant que je quitte Hankéou, c'est-à-dire à la fin de janvier, un mouvement « de gauche » commençait. Le 6^e département de la Commission des Affaires Militaires (exclusivement contrôlé par le groupe « C-C », qui contrôle ainsi le mouvement de masse), fut « dissous » et un nouveau « bureau politique » (Tsing-Shi-Pu) fut constitué pour le remplacer. Comme directeur de ce bureau, Chang-Kai-Chek nomma son bras droit, le Général Chen-Chen. Les trois vice-chefs sont Chou-En-Lai (le dirigeant « communiste ») ; général Huang-Chi-Liang, leader du Troisième Parti, un groupe politique populaire) ; et Chang-Li-Sun, ancien président du département d'organisation du Kuomintang et ami étroit de Chen-Li-Fu, chef du groupe « C-C » (d'après le nom de ses deux chefs : Chen-Li-Fu et Chen-Kuo-Fu, qui sont frères ; c'est une faction dans la direction du Kuomintang qui dépasse toutes les autres dans la faveur de Chang-Kai-Chek). Ce groupe organisa et dirigea la terreur contre les révolutionnaires avec les gangsters des « chemises bleues » en 1932-35).

Le nouveau « bureau politique » se divisa en trois départements : 1^o Entraînement militaire, dirigé par le Général Ho-Chang-Han, chef des Chemises bleues ; 2^o Mouvement de masses, dirigé par le Général Huang-Chi-Hsiang ; 3^o propagande, dirigé par Kuo-Mu-Juo, fameux poète communiste, connu comme le « Romain Rolland chinois ». Avec ce bureau départementalisé, Chang-Kai-Chek veut montrer que le régime du Kuomintang a été « démocratisé ». En outre, on a créé une organisation comme « Comité conseiller de la défense nationale », comprenant toutes les figures éminentes du pays. Même notre camarade Tchen-Dou-

Siou fut invité à en faire partie, mais il refusa.

La création de ces organismes constitue la tricherie « de gauche » avec laquelle Chang-Kai-Chek espère tromper et rouler les bureaucrates soviétiques et les masses chinoises. Il espère obtenir un soutien plus important de la part de l'U.R.S.S., mais, autant que je sache, le gouvernement soviétique n'a rien fait de plus que vendre à la Chine 64 avions à crédit.

J'ai décrit brièvement la situation à Hankéou (siège du gouvernement à ce moment) le mois dernier, c'est-à-dire pendant la période qui suivit l'échec des tentatives de médiation pour la paix faites par l'ambassadeur d'Hitler, Dr Oskar Trautman. Avant cela, la situation était assez différente, spécialement pendant que les négociations de paix progressaient. Le 6^e département de la Commission des Affaires Militaires supprima toutes les organisations de masse. Au début de décembre, la loi martiale fut proclamée et tous les meetings et démonstrations interdits. Un étudiant de l'École moyenne, Kwang-Han fut tué lors d'une démonstration le 9 décembre. Le professeur Lu-Long-Chi, nationaliste éminent, fut arrêté pour avoir parlé à une démonstration.

A ce moment, tous les chefs du Kuomintang étaient partisans d'accepter les propositions d'Hitler. Une conférence eut lieu à Hankéou, avec tous les chefs militaires. Chang-Kai-Chek, utilisant le ministre des finances H. H. Kung, essaya de persuader Pai-Chung-Hai d'accepter les conditions japonaises. Mais Pai, aussi rusé que Chang, refusa de jouer ce rôle, car la clique du Kouang-Si qu'il dirige aurait ainsi perdu un important instrument contre Chang-Kai-Chek. (Pai-Chung-Hai, chef de la clique des généraux du Kouang-Si, a été l'adversaire le plus âpre de Chang-Kai-Chek depuis 1927, en opposant à Chang son attitude anti-japonaise. Il se révolta contre lui en été 1936 et commande actuellement les armées contre le Japon dans la Chine Centrale, en apparente « unité » avec son vieux rival).

A première vue, la situation actuelle est difficile à comprendre : d'un côté Chang-Kai-Chek, contre la volonté des autres leaders, prend une position nette pour la continuation de la guerre, et de l'autre, H. H. Kung, qui était opposé à la guerre depuis le début est nommé président du Yuan Exécutif, réorganisé avec le général Chang-Chun, japonais notoire, comme vice-président. Les deux nominations sont symptomatiques d'un désir de capitulation devant le Japon.

Cette contradiction apparente s'explique par les faits suivants : la continuation de la guerre est impossible. Dans mes déplacements sur les divers fronts de guerre, j'ai trouvé une profonde apathie envers la guerre. Toutes les classes, depuis les ouvriers, paysans, soldats et marchands, jusqu'aux masses petites-bourgeoises et la bourgeoisie, désirent la paix. Les travailleurs éprouvent durement les difficultés accrues de la vie, mais aucun d'eux ne craint de devenir « des esclaves sans pays ». Ils ne se soucient pas trop de savoir si l'oppressur est le militariste japonais ou celui du Kuomintang. Ils veulent de la nourriture.

Je rappelle ce qui est arrivé durant l'invasion de l'Empire romain par les Germains, lorsque les esclaves et les plébéiens de Rome saluèrent les envahisseurs barbares. Cette attitude a son origine en partie dans le niveau politique arriéré des travailleurs. Mais elle prouve surtout que la lutte nationale ne peut abolir la lutte de classes. Il est malheureux que les militaristes japonais soient plus habiles que les « théoriciens » de l'Internationale stalinienne. Tandis que les staliens se traînent à la suite de Tchou-Kai-Chek en demandant que les travailleurs affamés combattent pour l'indépendance nationale sans lutter pour l'amé-

lioration de leur niveau de vie, les brigands japonais donnent un peu de riz et d'argent aux réfugiés. Dans ces conditions, comment peut-on espérer que les travailleurs risquent leur tête pour des mots d'ordre nationalistes creux ?

Depuis la retraite de Shanghai, les Chinois ne sont pas encore parvenus à gagner une grande bataille. Ils désertent au premier bruit de canon. Leur seul espoir est de sauver un peu d'argent et des vêtements civils pour rentrer chez eux. Je rapporte cela non pour insulter les soldats chinois, mais pour vous donner un tableau réel de l'étape actuel. Je ne peux pas blâmer les soldats — surtout ceux qui dépendent des généraux des provinces — qui sont si pauvrement approvisionnés et portent des vêtements si légers qu'ils ne peuvent pas combattre par le froid. Tchou-Kai-Chek connaît très bien l'état d'esprit des soldats. Il sait bien que la guerre est difficile à continuer, mais aussi impossible à terminer, car les Japonais exigent l'éloignement de Tchou-Kai-Chek de la politique et l'armée personnelle de Tchou a été détruite dans les batailles près de Shanghai et par les désertions de masse à Nankin.

Si l'on concluait la paix maintenant, le gouvernement du Kuomintang serait dominé par la clique du Kouang-Si et autres forces militaires, y compris la 8^e Armée Rouge. Depuis le début de la guerre les forces de la clique du Kouang-Si et la 8^e Armée ont été considérablement renforcées. La position actuelle de Chang-Kai-Chek peut donc être caractérisée comme suit : continuer la guerre jusqu'à ce qu'arrive le moment de la capitulation. Ce moment arriverait lorsque les 20 nouvelles divisions motorisées, qui se complètent et s'entraînent actuellement dans le Hounan, seront organisées.

A ce moment-là, Chang continuera la guerre contre le Japon jusqu'à la victoire finale seulement si la situation internationale change en faveur de la Chine. Autrement, avec la nouvelle armée qui garantira sa supériorité sur les autres cliques militaires, il fera la paix avec le Japon. Cette dernière alternative est à mon avis la plus probable. C'est pour cela que Chang prend une attitude extérieurement très énergique, mais est en fait tout disposé au compromis.

Le Kuomintang craint encore un soulèvement des masses plus que les envahisseurs japonais. Toutes les organisations de masses sont obligées de subir le contrôle du groupe « C-C », c'est-à-dire du 6^e département de la Commission des Affaires Militaires. Toutes les troupes de partisans et les départements de préparation militaire de l'armée sont dominés par les Chemises bleues et le groupe « C-C ». Les prisonniers politiques ne sont nulle part relâchés, sauf ceux qui ont été assez heureux pour être emprisonnés dans d'anciennes grandes villes que Nankin et Hankéou, ou dans des régions proches du front.

Les relations entre le Kuomintang et le parti communiste ne sont pas bonnes. Seuls les Bureaux de la 8^e Armée dans les grandes villes sont légalisés. Les organisations du parti communiste dans les différentes villes sont encore obligées de vivre secrètement et illégalement, sauf sur le territoire occupé par la 8^e Armée. Mais les bureaucrates dirigeants du P. C., comme Van Min et Chou-En-Lai, jouissent des pleins « droits démocratiques ».

Les staliens ont fondé un quotidien à Hankéou, le Hsin-Hwa-Jih-Pao, qui consacre de longues colonnes à combattre les « bandits trotskystes ». Il insulte les membres de la IV^e Internationale chinoise comme « chiens vendus » de l'impérialisme japonais. Cette campagne anti-trotskyste a été lancée par Van Min, qui est revenu de Moscou à Hankéou il y a 6 semai-

nes, rapportant deux instructions : 1) attaquer les « bandits trotskystes » ; 2) préparer le 7^e Congrès du Parti Communiste Chinois (le 6^e a eu lieu en 1928 !). Autant que je peux juger, les injures honteuses des stalinistes ne leur ont gagné personne, mais leur ont coûté la sympathie de nombreux intellectuels progressistes. La publication d'une histoire dans leur journal selon laquelle nos camarades de Souchow avaient organisé des « centaines de paysans pour servir de « troupes bien habillées » des impérialistes japonais », amena de nombreux sympathisants communistes à envoyer de vigoureuses protestations au Bureau de la 8^e Armée.

La 8^e Armée reçoit encore un subside mensuel de 800.000 dollars chinois de Chang-Kai-Chek. Numériquement, cette armée s'est augmentée, car jusqu'à présent, elle n'a pas encore livré de bataille importante aux Japonais envahisseurs. Au début de la guerre, son prestige croissait de jour en jour. Actuellement, son prestige décline, par suite du régime bureaucratique institué par les commandants et de la passivité de l'U.R.S.S. envers la Chine.

Il y a quelques mois, près de 100.000 jeunes révolutionnaires se rendirent dans le Chanai du Nord, occupé par la 8^e Armée, mais durant les dernières semaines, beaucoup sont revenus déçus par le contrôle bureaucratique de la 8^e Armée. La perspective pour cette armée n'est pas brillante. Elle a abandonné son programme social : on ne peut guère la distinguer des autres armées du Kuomintang. Son autorité révolutionnaire sera bientôt évanouie.

Un regroupement a commencé à se produire à l'intérieur de la 8^e Armée. Beaucoup d'éléments révolutionnaires, dirigés par Chang-Kuo-Tao et Hsu-Hsiang-Chen (fameux comme anciens commandants de l'Armée Rouge), s'opposèrent ouvertement à la nouvelle politique stalinienne de capitulation devant le Kuomintang. Après une lutte interne, Chang-Kuo-Tao capitula finalement devant Mao-Tse-Tou, mais l'influence de l'opposition qu'il dirigeait, nullement trotskyste, se développe encore.

C'est pour cela que Van-Min et ses hommes ont besoin d'une campagne anti-trotsky pour préparer le 7^e Congrès du P. C. Chinois. Si l'on continue la guerre de résistance sans un programme social révolutionnaire, c'est-à-dire si la lutte pour l'émancipation nationale n'est pas liée à une lutte pour l'amélioration de la vie des masses travailleuses, alors la guerre est promise à la faillite et la 8^e Armée sera liée à son destin.

Les chefs politiques des différents groupes, du Kuomintang au P. C. et à l'Association pour le Salut National, mettent tout sur le dos du retard et de la passivité des masses. Ces messieurs n'oublient qu'une chose : les masses chinoises ont trop faim et froid pour s'intéresser à l'idéologie de la lutte nationale. Elles ne peuvent combattre pour le pays que si elles sont sûres de combattre en même temps pour l'amélioration de leur propre niveau de vie.

Le mouvement démocratique a commencé dans une certaine mesure à Ouhan (Hankéou). En analysant les raisons des défaites militaires, le peuple recommence à critiquer le régime du Kuomintang. L'idée que la « guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » commence à être comprise par beaucoup d'éléments progressifs. Au début de la guerre, beaucoup de révolutionnaires ont eu l'idée fautive que le régime du Kuomintang était devenu très bon parce qu'il menait la guerre contre le Japon ; ils oublièrent qu'un régime pourri ne peut pas gagner une guerre.

F.L. — Shanghai, 22 février 38.

ARGENTINE

Calomnies Staliniennes

Le numéro du 23 avril de la « *Correspondance Internationale* » s'attaque cette fois aux « trotskystes » de l'Amérique du Sud, et en particulier à ceux de l'Argentine. L'auteur de l'article, *Gonzales Alberdi*, est assez connu dans le mouvement ouvrier argentin et sud-américain par sa bassesse de bureaucrate servile aux ordres du Guépéou.

Après les phrases rituelles sur le « rôle » du « trotskysme » comme agence internationale du fascisme », Alberdi s'en prend d'abord au camarade Liborio Justo parce qu'il est le fils de l'ancien Président de la République, le général réactionnaire Justo. Alberdi se livre là-dessus à un jeu très facile qui consiste à expliquer la position politique de Liborio Justo comme une sorte de combine entre le père et le fils. Mais tous ceux qui connaissent tant soit peu l'Argentine savent que cela ne tient pas debout. Personnellement ce général Justo est un général bourgeois borné qui n'a jamais caché son réactionnarisme ; politiquement, son gouvernement ne fut rien d'autre qu'un instrument docile de l'impérialisme anglais. L'attitude du fils qui a toujours agi sur le plan individuel — il n'est membre d'aucune organisation appartenant à la Quatrième Internationale — a toujours été pour son père un sujet de scandale et d'embarras.

Mais de quoi Alberdi accuse-t-il Liborio Justo concrètement : d'avoir manifesté publiquement contre Roosevelt au moment de la visite de celui-ci à Buenos-Ayres, à l'occasion du congrès pan-américain pour la paix. Quel était le sens de cette manifestation, était-elle juste ? Oui ; il s'agissait de démasquer la démagogie pacifiste de la politique rooseveltienne dite du « bon voisinage » en montrant son caractère impérialiste et dénoncer toute la comédie du soi-disant congrès pan-américain pour la paix. Le défaut de cette manifestation c'était qu'elle était une manifestation individuelle. Le zèle bureaucrate s'attaque à cette action parce qu'il est payé aujourd'hui pour défendre les positions de l'impérialisme américain dans les pays opprimés de l'Amérique latine. Le stalinisme est en train de devenir l'instrument le plus docile des impérialistes yankees dans tout le monde et particulièrement dans l'Amérique latine. Au Mexique, ils deviennent chaque jour plus embarrassés devant le conflit qui a mis Cardenas en opposition aux intérêts pétroliers des impérialistes anglais et aussi américains. Au Brésil, par suite d'un changement dans la politique de Vargas qui est redevenu le laquais soumis de l'ancien patron américain, les staliniens se donnent toutes les peines du monde pour trouver un moyen plus ou moins convenable de passer de l'opposition et de la lutte contre l'infâme dictature de Vargas au soutien. Mais au Chili, ils sont déjà beaucoup plus avancés : ils ont voulu imposer à leur Front Populaire la candidature de Carlos Ibanez à la présidence de la République. Le premier gouvernement de Ibanez fut le gouvernement le plus haï et le plus réactionnaire du pays. Il écrasa dans le sang et la terreur le soulèvement de la flotte ; créa les camps de concentration dans les îles infectes, les remplit de militants révolutionnaires ; il dissout les organisations ouvrières et les centrales syndicales, confisqua leurs biens et leur argent, ferma leur presse, bref introduit au Chili la tyrannie la plus abjecte. Il fut le premier gouvernement à tendance franchement fasciste qu'ait connu l'Amérique du Sud. Mais il se montra toujours fidèle aux patrons de Wall-Street. Ce fut encore en cette

qualité, qu'après une période d'ostracisme et même d'émigration, il fut de nouveau hissé comme candidat possible aux élections présidentielles prochaines. Les socialistes furent obligés de retirer la candidature de leur chef, le militant socialiste bien connu, *Groove*, en faveur d'un troisième candidat bourgeois, pour éviter la scission dans leur Front Populaire. Ils furent obligés d'avaler le nom exécré entre tous de Carlos Ibanez. Voilà la démocratie que tous les Alberdi de l'Amérique latine sont prêts à défendre « contre le fascisme ».

Pour montrer encore toute la canaillerie de cet Alberdi, il suffit de demander pourquoi ce policier stalinien qui se montre si au courant des actes et des gestes individuels de Liborio Justo n'a pas révélé que ce même Liborio avant d'être trotskyste fut pendant les trois premières années de la présidence de Justo, son père, l'instrument le plus docile des staliniens argentins ? Ce fut derrière le nom de Liborio que les staliniens ont tenté de réaliser le congrès de leur jeunesse à Rosario et ensuite à Santa-Fé ; la police interdit le congrès et Liborio fut arrêté. Il oublie aussi de raconter qu'il tenta d'entrer au Brésil, en pleine terreur de 1936, mais fut arrêté par la police de Vargas, l'ami et l'allié du père Justo et refoulé à la frontière après quelques jours ?

L'article d'Alberdi n'est rempli que de mensonges et de calomnies. Pour s'opposer non seulement aux calomnies, mais aussi aux agressions physiques de la bande stalinienne, les camarades argentins doivent cesser de militer en rangs dispersés. Leur première tâche sera de créer une organisation holshevik-léniniste adhérente à la Quatrième Internationale, avec un programme et un plan d'action bien définis et capable de les souder par la discipline révolutionnaire.

Les bureaucrates staliniens ont peur que l'influence de ces camarades grandisse. C'est pourquoi ils les calomnient. Comme partout, le spectre du trotskysme les hante. Alberdi laisse percer le bout de l'oreille lorsqu'à la fin de son article, il confesse que « le parti communiste a découvert dans un certain nombre de cellules d'entreprises, des éléments trotskystes qui cachaient leurs menées », et qui « avaient réussi à s'emparer de fonctions de secrétaires de cellules et de membres de comités de rayon ».

Cette confession explique tout le sens des calomnies versées par les bonzes staliniens contre les militants ouvriers et révolutionnaires, qui ne sont sans doute pas tous des « trotskystes » mais qui seulement commencent à ouvrir les yeux.

U. R. S. S.

La Guépéou dans les usines soviétiques

Nous extrayons le passage suivant d'un récit d'un communiste étranger ayant vécu 5 ans en U.R.S.S. et ayant travaillé dans l'industrie à Moscou et à Léninograd, paru dans le Bulletin de l'Opposition russe, n° 65, avril 1938.

C'est la « section spéciale » qui remplit à l'usine le rôle du Guépéou. Le chef de la section spéciale est souvent le secrétaire du comité du parti. Quelle est l'activité de la section spéciale à l'usine ? Avant tout, elle surveille les ouvriers, leurs conversations, leur présence aux réunions, leur attitude dans ces réunions. Chaque détail est enregistré, tout est inscrit, tout peut servir un jour. La section spéciale recrute ses collabo-

rateurs partout : parmi les ouvriers, dans l'appareil technique et dans l'appareil du parti, etc. A un communiste étranger ami de l'auteur de ce récit, il arriva ce qui suit : sa dactylo fut appelée à la section spéciale et se vit ordonner de surveiller son chef. Il ne pouvait être question de refuser. D'ailleurs, les 300 roubles de supplément par mois peuvent être fort utiles. Heureusement, le communiste étranger en question était en bonnes relations avec elle, et elle ne communiquait que ce qu'il trouvait utile. Autrement, les choses auraient tourné fort mal pour lui.

Dans de telles conditions, il ne peut être question de conversations politiques. Si on se rencontre, on bavarde sur des thèmes petits-bourgeois, on parle de la femme d'un tel qui est partie avec un autre, etc. Pendant tout le temps où il est resté dans l'usine, l'auteur n'a entendu parler que d'un cas de propagande politique. En 1936, on lui raconta que des tracts oppositionnels avaient été diffusés dans la Première Usine « Charikopodchpnik » de Moscou. Le lendemain, 300 à 500 ouvriers furent arrêtés. L'affaire n'eut pas d'autre suite. A la question : quelle est l'attitude envers Staline, l'auteur du récit répondit : « Comment le saurais-je ? Personne ne dit jamais rien et on ne peut savoir ce que pense chacun. Dans les réunions, chacun s'efforce de dépasser son voisin dans les louanges à Staline. »

Les réunions ne sont convoquées que dans des cas extraordinaires, par exemple après un procès. C'est le comité du parti qui les convoque. Tout le monde y assiste, à cause de la section spéciale. Le secrétaire du parti lit une déclaration puis il dit vingt ou trente mots sur la nécessité de l'exécution des chiens fascistes. Ensuite intervient quelques ouvriers. Ils parlent dans le même esprit et ce sont ceux qui ont le plus à craindre qui crient en général le plus. La résolution est adoptée à l'unanimité et la réunion prend fin là-dessus. Il faut noter que l'auteur du récit a voté avec tout le monde pour la résolution du comité du parti.

On peut juger de l'activité de la section spéciale d'après le nombre d'hommes qui disparaissent de l'usine. Tout le monde sait que les disparus ont été arrêtés, mais personne ne sait pourquoi et personne n'ose d'ailleurs le demander. L'auteur du récit est venu une fois à son travail et n'a pas trouvé son adjoint. Il n'a rien demandé.

Les élections.

Deux semaines avant les élections commencèrent les arrestations. On en parlait ouvertement et on s'y attendait. Chaque homme un peu « suspect » attendait son tour. Beaucoup d'étrangers travaillant dans les usines, ont préféré pendant les élections partir loin des bureaux de vote. C'est ainsi qu'un des amis de l'auteur du récit demanda à son directeur un billet pour le sanatorium. Il espérait se dispenser ainsi de l'obligation de voter. Mais il dut le faire tout de même (à Sébastopol). Le bureau de vote était installé dans un luxueux hôtel. Devant la maison : de la musique et des danses. Une salle très bien meublée où se tient le bureau. Il y a deux guichets : l'un pour les gens de l'endroit et un autre pour ceux qui sont de passage. On demanda à l'intéressé son passeport, puis on lui donna deux bulletins. Ces derniers portaient en note qu'il faut barrer le nom du candidat indésirable. Mais il n'y a qu'un seul candidat. Qui barrer alors ? L'intéressé passa dans l'isoloir. Là il trouva un bel encrier en bronze et quelques porte-plume, mais pas d'encre. Comment barrer le nom du candidat indésirable ? Les signes au crayon sont considérés comme nuls. Après qu'il eut jeté son bulletin dans une urne scellée, seul symbole du démocratisme des élections, il

reçut comme tous les votants, des billets gratuits de théâtre et de cinéma.

Lorsqu'il revint à Moscou on lui raconta qu'à l'usine voisine s'était passé quelque chose d'in vraisemblable. Lorsqu'on offrit à l'un des ouvriers le bulletin de vote, l'homme, qui avait bu, cria : « Je ne veux pas de député ; donnez-moi plutôt du pain ! » A l'étonnement de tout le monde, il continua pendant dix jours à tra-

vailer tranquillement dans l'usine et ce n'est que le onzième jour qu'il disparut.

...Les prisons sont à un tel point pleines (de Russes et d'étrangers) que l'on place ceux qu'on arrête non plus dans les prisons, mais dans les caves des gares et dans des wagons laissés sur des voies de garage et entourés de barbelés.

LES LIVRES

Thay l'oi auth ban bac giang day lai Phai Sit-Tu-li-Nieng. (Imp. An-tinh, 38 p. — Hanoi, 1938).

Ai lam That bai Cach mang Tau ? (Hanoi 1938, 16 p.).

Phai Staline va Lien Ban So-oiet (Hanoi 1938, 38 p.).

Trois brochures d'éducation politique publiées par nos camarades du Tonkin, (qui font partie d'une série portant : sur la guerre sino-japonaise ; sur le Front Populaire ; sur l'U.R.S.S., sur la révolution chinoise ; sur la lutte du 1^{er} mai ; sur la défense militaire de l'Indochine et le défaitisme révolutionnaire). Nous donnerons plus tard une analyse de ces travaux remarquables des membres de la IV^e Internationale en Indochine.

Guerre de Classes, par Camille BERNERI (C. de Terre-Libre, 48 p., 2 frs).

Recueil d'articles parus entre octobre 36 et mai 37 dans *Guerre de classe*, le journal que Berneri publiait à Barcelone. Les derniers articles dénoncent la complicité des ministres anarchistes dans la répression contre-révolutionnaire. A lire.

Enquête sur les partis et groupements français (Marseille, 188 p.).

Annuaire établi par M. Reybaud. Un chapitre est consacré au P.O.I. dont la doctrine politique est honnêtement résumée, d'après nos publications.

La cogoute contre la France, par F. FONTENAY (E. S. L., 182 p.).

M. Fontenay, rédacteur en chef de *Ce Soir*, a résumé les articles de journaux parus sur le C.S.A.R. Pas une tentative d'analyse, mais des épisodes en style *Fantômas*. L'auteur passe volontairement sous silence les liens directs du C.S.A.R. et de l'armée, ainsi que le rôle de Daladier.

La Vie et les Luites de Philippe Buonarroti, par Walter Haensch (B. d'édition, 112 p.).

Monographie intéressante du compagnon de Babeuf.

Revolution and Counter-Revolution in Spain, par Félix MARROW (Pioneer Publishers, New-York, 195 p.).

Voici un livre excellent sur le développement de la situation espagnole depuis deux ans. Notre camarade Marrow a utilisé pour l'écrire toutes les sources d'informations : aussi bien les documents imprimés que récits verbaux. Nous reviendrons d'une manière approfondie sur cet ouvrage (25 frs franco).

Jules Guesde (Le Socialisme fait homme, 1845-1922), par COMPERE-MOREL (Quillet, éd. Paris 1938. — 1 vol. 508 p.).

Ce volume ne peut passer ni pour une biographie de

Guesde, ni pour une étude sérieuse de son évolution politique. C'est une sorte de recueil d'extraits de ces articles, rellés par un commentaire très vague et en pur style patriotique. Beaucoup de lettres inédites de correspondants de Guesde sont insérées. Un ouvrage utile seulement comme source de documentation.

Le châtiment des espions et des traîtres sous la Révolution Française, par J. BRUHAT (B. d'éditions).

Dans cette brochure sur commande, le professeur Bruhat veut démontrer que les « trotskystes » ont été exécutés en U.R.S.S. comme les jacobins exécutaient les généraux traîtres, les spéculateurs et les agents royalistes. Il rappelle les épisodes connus, spécialement étudiés par Mathiez, de la « conspiration de l'étranger » et des trahisons de Dumouriez, Custine, etc....

Quel rapport y a-t-il entre ces faits historiques et les massacres de Staline ? Aucun ! Le meilleur démenti a été appliqué au sieur Bruhat par le 3^e procès de Moscou : *Toukhatchevski* n'y fut à aucun moment accusé d'avoir été espion de l'Allemagne, de lui avoir livré des plans, etc..., ni par les accusés, ni par le procureur. L'abandon de cette imposture avait d'ailleurs été imposée par l'Etat-Major français, peu fier de ses « alliés ». Mais M. Bruhat ayant rédigé son pamphlet avant le procès, vise « la trahison de Toukhatchevski ». Au procès, les dirigeants de l'Armée Rouge furent accusés d'autre chose : d'avoir voulu renverser Staline par une « révolution de Palais ».

En fait de méthodes jacobines et de traîtres, M. Bruhat oublie de nous dire pourquoi aucun officier espagnol traître, les Pozas, les Prieto, ceux qui ont vendu Almeria, Bilbao, etc., ceux qui ont saboté plus d'un an l'offensive en Aragon, tous ces protégés de la Guépéou, n'ont été ni inquiétés, ni poursuivis...

Il aurait peut-être ainsi compris pourquoi le misérable Front Populaire n'est même pas une caricature du jacobinisme de 93.

KATIA LANDAU

Le Stalinisme en Espagne

Une brochure 2 francs

PUBLICATIONS POPULAIRES

15, Passage Dubail - PARIS (10^e)

Sommaire du Numéro précédent

N° 9 JUIN 1938

Au sommaire :

— 1848, 1871 et 1938.

— Critique économique. Les émissions de capitaux et la crise (P. Naville).

— Révolution et contre-révolution en Espagne (suite et fin par Jean Rous).

— Un Etat ni ouvrier ni bourgeois ? (L. Trotsky).

— La crise économique en Russie (notes de février à avril).

— Les tâches du prolétariat pendant la guerre (W. St.).

— Dans l'Internationale - Hollande. Le R.S.A.P. et la IV^e Internationale (Maurice).

— Angleterre. Fenner Brockway et la réponse de Staline à Ivanov.

Les livres.

— A propos de la grande Révolution française, la pensée de Gracchus Babouf (P. Naville).

— Fils du peuple, par M. Thorez.

— Les vagabonds de la faim, par Tom Kromer.

— La fin des monstres, par Hyacinthe Dubreuil.

— Au delà du nationalisme, par Thierry Maulnier.

— Les calomnies de la Guépéou contre les Bolcheviks-léninistes chinois.

— Chronique du gangstérisme stalinien.

— Le nouveau « Drang nach Osten » (Verd).

Le n° 2 fr. 50 au siège 15, passage Dubail, Paris (10^e), et dans les principaux kiosques.

Abonnements : 1 an : 25 fr. 6 mois : 12 fr.; étranger : 1 an, 40 fr., 6 mois, 20 fr.

Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris.

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937) . 18 »

L'Internationale communiste après Lénine (1928) 24 »

La Révolution Permanente .. 24 »

La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov 3 »

Où va la France ? 7 50

La seule Voie (1932) 2 »

Problèmes de la Révolution allemande (1931) 2 50

Vie de Lénine (T. I) 16 50

La leçon de l'Espagne, dernier avertissement 1 »

Wullens-Rosmer-Sergé : L'Affaire Reiss 7 »

Lénine. L'Etat et la Révolution 4 50

Lénine. K. Marx et sa doctrine 2 50

Marx et Engels. Manifeste communiste 2 »

Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C. 20 »

A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre 36 »

C. Naville. A. Gide et le Communisme 5 »

L. Sedou. Livre rouge sur le procès de Moscou 2 »

Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses 0 50

Que veut le P.O.I. ? 1 » (par 10 exemplaires) 8 »

Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris, 15, passage Dubail.

LISEZ CHAQUE SEMAINE

La Lutte Ouvrière

Organe hebdomadaire du P. O. I.

Le numéro : 0 fr. 75

CHAQUE MOIS

Révolution

Organe des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires

Le numéro : 0 fr. 50

15, PASSAGE DUBAIL. — PARIS (10^e)

POUR DÉMASQUER LE TERRORISME STALINIEN

LISEZ LES OUVRAGES SUIVANTS

L. Trotsky - <i>Les crimes de Staline</i>	18 fr.
K. Landau - <i>Le Stalinsme en Espagne</i>	2 fr.
L. Sedov - <i>Livre Rouge sur le procès de Moscou</i>	2 fr.
A. Rosmer, Wullens et V. Serge - <i>L'Assassinat d'Ignace Reiss</i>	7 fr.

AUX PUBLICATIONS POPULAIRES

